

Rapport annuel 2003

de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA)

T A B L E D E S M A T I È R E S

Avant-propos	5
Résumé	7
1. Origine, bases juridiques, structure et buts	9
2. Mise en œuvre des résolutions et des mandats	9
2.1 Processus des Sommets des Amériques.....	9
2.2 Organes directeurs de l'IICA.....	12
2.3 Promotion des droits de la femme et de la parité hommes-femmes.....	14
3. Coopération technique	16
3.1 Secteurs stratégiques de coopération technique	16
3.2 La mise en oeuvre des Programmes nationaux	24
Antigua-et-Barbuda	24
Argentine	25
Bahamas	26
Barbade	26
Belize.....	28
Bolivie	29
Brésil	30
Canada.....	32
Chili	33



Colombie	34
Costa Rica	35
Dominique	37
Équateur	38
El Salvador	39
Etats-Unis d'Amérique	40
Grenade.....	41
Guatemala	42
Guyane	44
Haïti	45
Honduras.....	46
Jamaïque	47
Mexique.....	48
Nicaragua	49
Panama	51
Paraguay	52
Pérou	53
République dominicaine	54
Saint Kitts et Nevis	55
Sainte-Lucie	56
Saint-Vincent-et-Grenadines	57
Suriname	58
Trinité-et-Tobago.....	59
Uruguay.....	61
Venezuela	62
4. Relations avec les partenaires stratégiques	63
5. Informations financières	65
Sigles et acronymes	68

A V A N T - P R O P O S



Conformément aux dispositions des articles 91 (f) et 126 de la Charte de l'Organisation des États Américains (OEA), l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) présente son Rapport annuel au Conseil permanent, afin que celui-ci le soumette à la Trente-quatrième Session ordinaire de l'Assemblée générale, avec les observations et recommandations qu'il juge pertinentes.

Le présent Rapport de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) met l'accent sur les réalisations les plus pertinentes de l'Institut en matière de coopération technique durant l'année 2003, en particulier sur les principaux progrès accomplis dans la mise en œuvre des programmes nationaux, régionaux et hémisphérique de coopération technique de l'IICA, établis conformément aux dispositions de notre Plan à moyen terme 2002-2006.

Comme en témoigne le Rapport, nous avons progressé en ce qui a trait à notre objectif de concentrer les activités de coopération technique dans des programmes inter-thématiques, qui font intervenir plusieurs secteurs stratégiques et qui permettent d'offrir aux États membres des produits de plus grande valeur, plus pertinents et mieux intégrés, capables de répondre à leurs demandes et priorités. À titre d'exemple, nous ne manquerons pas de citer le « Programme interaméricain de promotion du commerce agricole, de l'agrobusiness et de l'innocuité des aliments », qui est administré à partir du bureau de Miami et dont l'objectif principal est d'appuyer l'insertion des États membres dans les marchés agricoles mondiaux.

Nous avons porté une attention toute particulière au renforcement des relations et des alliances avec nos partenaires stratégiques, sur

les plans mondial et hémisphérique, notamment avec les organisations financières et de coopération technique.

L'Institut a participé activement au processus des Sommets des Amériques et consacré de très grands efforts à s'acquitter des obligations qui lui ont été dictées à la suite de ces Sommets. En tant que membre du Système interaméricain, il s'est appliqué tout particulièrement à mettre en œuvre les mandats de l'Assemblée générale de l'OEA et des organes directeurs de l'IICA.

Nous ne saurions assez insister sur l'importance de la ratification, durant la Deuxième Réunion ministérielle sur l'agriculture et la vie rurale tenue à Panama en novembre 2003, du Plan d'action AGRO 2003-2015, qui définit les orientations pour l'agriculture de l'hémisphère pendant cette période. Je tiens également à souligner la contribution de l'IICA, des points de vue conceptuel et analytique, que constitue l'étude intitulée « Más que alimentos en la mesa : el verdadero aporte de la agricultura para el desarrollo económico » (Plus que des aliments dans les assiettes : la véritable contribution de l'agriculture au développement économique), qui démontre la véritable importance de l'agriculture pour le développement économique et social des pays de l'hémisphère. Cette analyse a été présentée aux ministres de l'Agriculture lors de la Deuxième Réunion ministérielle et la XIIe réunion ordinaire du Conseil interaméricain de l'agriculture (le Conseil).

L'information contenue dans le présent Rapport, au demeurant succinct, est complétée par la documentation exhaustive que l'on peut trouver sur le site Web de l'Institut et qui comprend notamment les rapports soumis par chaque bureau de l'IICA aux autorités du pays correspondant, dans lesquels les bureaux rendent compte de leurs activités.

Chelston W.D. Brathwaite
Directeur général

R É S U M É

Créé en 1942, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) est l'organisme spécialisé en agriculture du Système interaméricain. Il a pour objectif de stimuler, de promouvoir et d'appuyer les efforts des États membres en vue d'assurer un développement agricole durable et le bien-être des populations rurales. Il a son siège à San José, Costa Rica, et son Directeur général est M. Chelston W.D. Brathwaite.

Pendant la période couverte par le présent rapport, en plus d'exécuter des activités de coopération dans les pays membres, l'IICA a mené des actions essentielles afin de s'acquitter des mandats relatifs à l'agriculture et à la vie rurale que lui ont confiés les chefs d'État et de Gouvernement dans le cadre du Troisième Sommet des Amériques, et de remplir les obligations dictées par les ministres de l'Agriculture dans la Déclaration de Bávaro signée en République dominicaine en 2001. L'IICA a notamment mené les actions suivantes :

- Il a mis à jour, de concert avec des acteurs clés du secteur agroalimentaire — secteurs public et privé, milieu universitaire et société civile — les programmes de coopération technique nationaux et régionaux pour la période 2002-2006.

- Il a préparé des rapports annuels à l'intention des autorités de chaque pays membre, afin de s'acquitter de

son obligation de rendre des comptes. Ces rapports décrivent les activités menées en 2002 dans chaque pays, dans le cadre de l'exécution des programmes de coopération technique.

- Il a élaboré un programme hémisphérique visant à promouvoir le développement durable de l'agriculture, la sécurité alimentaire et la prospérité des collectivités rurales de l'hémisphère. Ce programme est fondé sur des actions thématiques et inter-thématiques qui recoupent les divers secteurs stratégiques de l'Institut et qui permettent de répondre aux priorités de développement des États membres.

- Il s'est employé à renforcer les liens entre l'IICA et l'OPS, et à concentrer les efforts conjoints sur l'élimination de la faim et de la malnutrition qui touche de nombreuses personnes en Amérique latine et dans les Caraïbes. Des initiatives se sont également concrétisées dans le cadre du Groupe inter-organismes pour le développement durable, auquel l'IICA participe aux côtés de la BID, du FIDA, de la Banque mondiale, de la FAO, de la CEPALC, de l'USAID et de la GTZ.

- Il a signé un accord avec la Cour interaméricaine des droits de l'homme, qui permet de resserrer les liens afin de promouvoir de manière plus efficace les processus de développement rural, l'égalité des droits entre les zones rurales et urbaines, la paix sociale et la démocratie.

■ Le « Programme interaméricain de promotion du commerce agricole, de l'agrobusiness et de l'innocuité des aliments » s'est concrétisé. Ce programme, administré depuis le bureau de Miami, a pour objectifs d'aider les pays membres à s'insérer avec succès dans les marchés mondiaux, en offrant de l'information et des services de haute qualité au secteur agricole et agroalimentaire, ainsi que d'intégrer, de promouvoir et de développer les capacités d'exportation afin de faciliter l'accès aux marchés internationaux.

■ Le Programme de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments a fait l'objet d'une évaluation externe et, suite à cette évaluation, le Comité exécutif de l'IICA a approuvé le plan de travail établi en réponse aux recommandations formulées par les experts, de même que la demande présentée aux États membres pour qu'ils envisagent d'apporter des contributions hors quote-part afin de faciliter la mise en œuvre du plan.

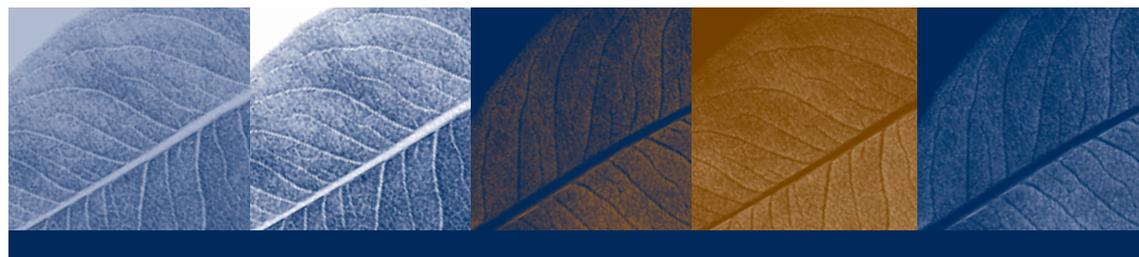
■ L'Institut a établi un nouveau système de gestion des ressources humaines qui comporte des innovations dans le système de classification et de rémunération, un renouvellement des méthodes de recrutement, de nouvelles procédures d'évaluation du rendement et de nouveaux outils pour le perfectionnement des ressources humaines de l'institution.

■ Une stratégie a été adoptée pour recouvrer les arriérés de quotes-parts dus à l'Institut, en vertu de laquelle les États membres en défaut de paiement sont exhortés à conclure des ententes pour acquitter les montants en souffrance afin de permettre à l'Institut de remplir pleinement ses mandats.

■ Deux grandes réunions ont été tenues, à savoir la Deuxième Réunion ministérielle sur l'agriculture et la vie rurale et la XIIe réunion ordinaire du Conseil interaméricain de l'agriculture (le Conseil). Durant la Réunion ministérielle, les ministres ont signé le Plan d'action AGRO 2003-2015 qui établit les orientations pour l'agriculture de l'hémisphère pendant cette période. Durant le Conseil les ministres ont examiné le fonctionnement de l'Institut. Dans un document intitulé « Más que alimentos en la mesa: el verdadero aporte de la agricultura al desarrollo económico » (Plus que des aliments dans les assiettes : la véritable contribution de l'agriculture au développement économique), l'IICA a présenté les résultats d'une étude qui démontrent que l'agriculture a une importance beaucoup plus grande pour le développement économique et social que ce que laissent entendre les chiffres des comptes nationaux. L'IICA a également présenté une autre de ses études intitulée « Ministerios de agricultura de cara al siglo XXI: Desafíos y oportunidades » (Les ministères de l'Agriculture face au XXIe siècle : défis et possibilités).



MANDATS ET ENGAGEMENTS



1. ORIGINE, BASES JURIDIQUES, STRUCTURE ET BUTS

L'IICA a été créé en 1942 par le Conseil d'administration de l'Union panaméricaine. En 1949, l'Institut a été reconnu par l'OEA comme l'organisme du Système interaméricain spécialisé dans le domaine de l'agriculture et du bien-être de la population rurale.

En 1980 est entrée en vigueur la nouvelle Convention de l'Institut qui a établi deux organes directeurs : le Conseil interaméricain de l'agriculture (le Conseil), composé de tous les États membres, et le Comité exécutif (CE), composé de 12 États membres élus selon un principe de roulement. Le Conseil tient une réunion ordinaire tous les deux ans, pour examiner la politique et les activités de l'Institut et adopter des décisions à cet égard. Le CE agit au nom du Conseil pendant les périodes comprises entre les réunions de ce dernier, en qualité d'organe exécutif, et tient une réunion ordinaire annuelle.

En 2000, l'OEA, par la résolution 1728 de son Assemblée générale, a reconnu le Conseil comme forum principal de niveau ministériel chargé de réaliser des analyses et de forger des consensus sur les politiques et priorités stratégiques pour améliorer l'agriculture et la vie en milieu rural dans l'hémisphère américain.

L'organe exécutif de l'Institut est la Direction générale, dont le siège est situé à San José, Costa Rica. Le Directeur général est M. Chelston W.D. Brathwaite, originaire de la Barbade.

L'Institut dispose d'un réseau de bureaux répartis dans 34 États membres et d'un bureau permanent pour l'Europe qui a son siège à Madrid, et pour mandat de promouvoir les relations avec des partenaires stratégiques.

L'IICA s'applique à stimuler, promouvoir et appuyer, dans ses pays membres, la modernisation du secteur rural, les activités visant à assurer la sécurité alimentaire, ainsi que le développement d'un secteur agricole compétitif, technologiquement prêt, administré d'une manière respectueuse de l'environnement, et socialement équitable pour les peuples des Amériques.

2. MISE EN ŒUVRE DES RÉOLUTIONS ET DES MANDATS

2.1 Processus des Sommets des Amériques

L'IICA s'est employé avec diligence à assumer son engagement de contribuer de façon résolue à la mise en œuvre des mandats émanés des Sommets ainsi que des accords des réunions ministérielles sur l'agriculture et la vie rurale tenues en 2001 et 2003.

Le défi a consisté à coordonner les efforts pour mener à bien les activités suivantes : i) appuyer les États membres dans la mise en œuvre des mandats; ii) appuyer les ministres de l'Agriculture dans le processus des réunions ministérielles sur l'agriculture et la vie rurale, en agissant à titre de Secrétariat technique; iii) promouvoir la réflexion sur l'agriculture de l'avenir; iv) participer aux mécanismes de suivi du processus des Sommets afin d'informer le Groupe de travail sur la mise en œuvre des initiatives des Sommets des Amériques (GRIC) au sujet des résultats des réunions ministérielles et de la contribution de l'Institut à la mise en œuvre des mandats; v) coordonner les actions avec d'autres organisations internationales liées au développement de l'agriculture dans les Amériques.

Les efforts déployés en 2003 ont été orientés le long de trois grands axes : deux d'entre eux correspondent aux dimensions du travail de l'Institut et le troisième a trait à la consolidation de la modernisation institutionnelle nécessaire pour permettre à l'Institut d'œuvrer efficacement selon les deux premiers axes.

Prestation de services de coopération technique aux États membres

L'IICA appuie les pays dans la mise en œuvre des mandats présidentiels et des accords ministériels sur l'agriculture et la vie rurale, par l'intermédiaire des « Programmes nationaux de coopération technique » de chacun des 34 pays des Amériques. Ces programmes, mis à exécution en 2002, ont été élaborés en concertation avec les autorités nationales des secteurs public et privé et viennent à l'appui des objectifs nationaux de développement définis par les pays.

Avec les programmes de coopération nationaux, régionaux et hémisphériques, l'IICA cherche à : i) faciliter l'intégration et la coopération hémisphériques; ii) améliorer la compétitivité et le commerce mondial; iii) favoriser le développement rural durable et la prospérité rurale; iv) promouvoir la protection sanitaire agricole et la qualité et l'innocuité des aliments; v) réduire les fossés au chapitre des connaissances et développer le capital humain; vi) favoriser l'établissement de partenariats stratégiques.

En 2003, l'IICA a amorcé, dans la majorité des pays, la phase d'évaluation et de reddition de comptes aux autorités nationales au sujet des progrès accomplis dans l'exécution des programmes nationaux en produisant, pour chaque pays, le rapport intitulé « *La contribution de l'IICA au développement de l'agriculture et des collectivités rurales* ». Avec cette initiative, l'Institut a inauguré un nouveau style de reddition de comptes, qui répond à la demande des présidents relative à l'application des principes d'ouverture et de transparence.

Facilitation du dialogue, du consensus et de l'action concertée des acteurs du secteur agricole

Appui aux réunions ministérielles sur l'agriculture et la vie rurale dans les Amériques

En ce qui a trait à la gestion du processus des Sommets, l'IICA appuie les pays dans la conduite des réunions ministérielles sur l'agriculture et la vie rurale. À titre de Secrétariat de ces réunions, l'Institut a suggéré que les ministres de l'Agriculture désignent des délégués ministériels chargés de diriger les travaux de préparation des produits attendus des réunions ministérielles. Ainsi, chaque délégué(e) a eu pour tâche de diriger, dans son pays, la consultation et le dialogue national, d'échanger des propositions avec d'autres délégués et de participer à l'élaboration du consensus hémisphérique avant la réunion ministérielle.

L'IICA a appuyé les ministres de l'Agriculture et leurs délégués dans l'organisation de la Deuxième Réunion ministérielle sur l'agriculture et la vie rurale (Panama, 11 et 12 novembre 2003) et facilité le dialogue, l'élaboration de consensus et les engagements en vue d'une action conjointe des acteurs du secteur de l'agriculture. Pendant l'année 2003, les ministres ont conduit, avec l'appui de leurs délégués ministériels, un processus qui a abouti à la signature du Plan d'action « AGRO 2003-2015 » pour l'agriculture et la vie rurale des Amériques.

Les délégués ont joué un rôle fondamental dans le succès du processus ministériel. L'IICA les a appuyés dans les tâches suivantes : i) préparation du Plan d'action « AGRO 2003-2015 », en apportant la contribution technique nécessaire; ii) organisation de leur deuxième réunion, tenue

les 16 et 17 septembre au Costa Rica; iii) diffusion des propositions nationales pour le dialogue hémisphérique, grâce au système électronique d'appui au dialogue hémisphérique, par l'intermédiaire du site Web de l'IICA.

Instauration de forums de discussion et de réflexion sur l'agriculture de l'avenir

L'IICA s'est engagé à contribuer à la facilitation du dialogue et de la réflexion sur l'agriculture de l'avenir. À cet égard, et à l'appui du travail des délégués ministériels en vue de la réunion ministérielle de 2003, l'IICA a lancé, en octobre 2002, un dialogue hémisphérique avec les chefs de file du secteur de l'agriculture. Les principaux résultats de cette initiative sont présentés dans le document intitulé « Reflexiones sobre el futuro de la agricultura y la cooperación: en la ruta al 2015 » (*Réflexions sur l'avenir de l'agriculture et la coopération : destination 2015*), lequel traduit l'esprit des contributions des ministres de l'Agriculture, des autres chefs de file de l'agriculture et des organismes internationaux qui ont participé à la conférence intitulée « L'agriculture et la coopération : évolution à l'horizon 2015 ».

Afin de susciter le dialogue et la réflexion, l'IICA a appuyé les ministres de l'agriculture pour que trois activités complémentaires soient organisées en marge de leur Deuxième réunion. La première concernait les « réflexions sur le contexte socio-économique de l'agriculture de l'avenir face aux objectifs du Millénaire pour le développement ». La deuxième a été consacrée au dialogue ministériel sur des thèmes stratégiques du Plan d'action « AGRO 2002-2015 » : agriculture et commerce dans les Amériques; la biotechnologie et son importance pour l'avenir de l'agriculture; la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté et la faim; la promotion de la prospérité rurale

dans les Amériques. La troisième activité a consisté en des exposés présentés par les ministres sur les expériences nationales et régionales susceptibles d'être utiles dans la mise en œuvre du Plan d'action « AGRO 2003-2015 », chaque exposé étant suivi d'une période de discussion.

Participation aux mécanismes de suivi du processus des Sommets

La participation de l'IICA aux mécanismes de suivi a permis :

- i) d'obtenir de l'information pertinente au sujet des processus et des réunions de portée hémisphérique et de déterminer dans lesquels il convient de renforcer la place de l'agriculture et de la vie rurale;
- ii) de faire en sorte que la voix des chefs de file de l'agriculture et de la vie rurale des Amériques se fasse entendre dans les réunions du GRIC et de faire connaître les progrès accomplis dans la mise en œuvre des mandats présidentiels;
- iii) de renforcer les liens avec les partenaires institutionnels afin de lancer des initiatives de type « *Trabajando juntos* » (« *Travailler ensemble* »).

L'IICA participe à deux instances principales de suivi : aux réunions du Groupe de travail conjoint des Sommets (OEA-BID-CEPALC-OPS-IICA-Banque mondiale-BCIE-SAD-BDC) et aux réunions du GRIC.

Dans le cadre du suivi du processus ministériel 2003, l'IICA a participé aux réunions du GRIC et au Sommet extraordinaire des Amériques. Les objectifs de cette participation étaient les suivants : i) faire connaître les résultats de la réunion ministérielle; ii) appuyer les délégations nationales dans leurs délibérations au sujet de l'agriculture et de la vie rurale durant la préparation de la déclaration politique publiée à l'issue du Sommet; iii) informer les organismes internationaux et les médias au

sujet du processus ministériel sur l'agriculture et la vie rurale mené par les pays et au sujet de la signature du Plan d'action « Agro 2003-2015 ».

Durant le Sommet, les chefs d'État et de gouvernement ont approuvé la Déclaration de Nuevo León. Ils ont inclus dans celle-ci un paragraphe dans lequel ils énoncent leur engagement à poursuivre leurs efforts pour améliorer les conditions de vie des populations rurales, en encourageant les investissements et en créant un environnement propice à l'amélioration durable de l'agriculture. Dans ce contexte, les mandataires ont décidé d'appuyer la mise en œuvre du Plan d'action « AGRO 2003-2015 » adopté par les ministres lors de la Deuxième Réunion ministérielle.

Promotion de l'approche « Travailler ensemble » avec les partenaires institutionnels

L'IICA, en accord avec l'esprit du processus des Sommets, continue de renforcer les relations de coordination et de complémentarité avec les autres partenaires institutionnels de ce processus et avec d'autres organisations internationales présentes dans l'hémisphère et dans les contextes régionaux.

Sur le plan national, l'IICA s'attache à instaurer une relation de travail entre le coordonnateur national des Sommets au sein des ministères des affaires étrangères, le délégué du ministre de l'Agriculture et le représentant de l'IICA dans le pays, afin de renforcer le flux d'information vers le GRIC au sujet des progrès accomplis par les pays dans la mise en œuvre des mandats relatifs à l'agriculture et à la vie rurale. Sur le plan hémisphérique, l'IICA s'applique à promouvoir l'approche « travailler ensemble », afin de favoriser les contributions des partenaires institutionnels durant le processus de préparation des produits des réunions ministérielles.

Dans le cas concret de la Deuxième Réunion ministérielle sur l'agriculture et la vie rurale, en 2003, l'IICA a travaillé de concert avec la CEPALC, l'IFPRI, le CATIE et l'OPS pour produire le rapport intitulé « *Estado actual y perspectivas de la agricultura y vida rural de las Américas* » (État actuel et perspectives de l'agriculture et de la vie rurale des Amériques) à l'appui du Plan d'action « AGRO 2003-2015 ».

Modernisation institutionnelle

Pour relever le défi posé par le processus des Sommets, en 2003, l'IICA a consolidé sa modernisation institutionnelle, qui s'exprime essentiellement dans les aspects suivants : i) l'orientation stratégique de l'institution, avec la prise en compte des mandats du processus des Sommets dans la vision, la mission et les domaines d'action stratégiques de l'Institut; ii) le style de coopération, centré sur les priorités nationales définies avec les autorités nationales et respectueux de l'obligation de rendre des comptes; iii) l'adéquation de la structure institutionnelle, avec la consolidation du fonctionnement du Secrétariat de coopération technique, de la Direction du suivi des Sommets, de la Direction des partenariats stratégiques et de la Direction de la gestion du rendement et de l'évaluation.

2.2 Organes directeurs de l'IICA

En 2003, le Comité exécutif a tenu sa Vingt-troisième réunion ordinaire à San José, Costa Rica, les 23 et 24 juillet. Le Conseil interaméricain de l'agriculture, quant à lui, a

tenu sa Douzième réunion ordinaire à Panama, le 13 novembre.

Appui politique au processus de transformation de l'IICA en une organisation de promotion du développement

Le principal résultat de la réunion du Conseil a été l'appui que les ministres de l'Agriculture et les autres chefs de délégation ont apporté à la présente administration et à son travail en adoptant la résolution no 379, « Consolidation du processus de transformation de l'Institut », par laquelle le Conseil demande au Directeur général de poursuivre le processus de transformation de l'Institut et de le convertir en une organisation dotée de responsabilités croissantes pour promouvoir la modernisation de l'agriculture et assurer la sécurité alimentaire et la prospérité des collectivités rurales.

Par cette résolution, le Conseil a également exhorté les États membres à appuyer le processus et à promouvoir, au sein des institutions financières, le renforcement des liens avec l'Institut et leur participation aux projets de développement agricole et rural.

Plan à moyen terme 2002-2006

Le Comité exécutif a appuyé, par sa résolution no 384, les efforts déployés par le Directeur général dans le processus de mise en œuvre du Plan à moyen terme 2002-2006 ainsi que les efforts visant à intensifier la discipline budgétaire, la reddition de comptes et la transparence. Il a également demandé aux États membres d'appuyer ces efforts et d'apporter des

contributions concrètes additionnelles afin de renforcer les capacités de l'Institut dans ses domaines d'activité stratégiques.

Les ministres de l'agriculture des Amériques ont adopté le Plan d'action « AGRO 2003-2015 » qui servira de programme commun pour les divers forums ministériels sur l'agriculture et la vie rurale de l'hémisphère et ils ont demandé aux organismes internationaux qui composent le Groupe inter-organismes pour le développement rural d'harmoniser progressivement leurs activités de coopération avec ce programme. Dans le but d'appuyer la mise en œuvre et le suivi du Plan, le Conseil a adopté la résolution no 378, par laquelle il recommande à l'IICA d'appuyer la mise en œuvre du Plan et demande aux délégués ministériels d'élaborer des rapports intérimaires et une proposition de mise à jour du programme pour la période 2005-2007.

Coopération dans de nouveaux domaines

Par la résolution no 380, le Conseil a demandé au Directeur général de prendre les dispositions nécessaires pour : i) mettre au point et tenir à jour un système d'information sur les politiques agricoles; ii) poursuivre et renforcer les activités de coopération horizontale dans ce domaine, et iii) analyser, avec les États membres, l'importance de la biotechnologie agricole et son impact sur le commerce et le développement.

Renforcement financier

Le positionnement de l'IICA dans le contexte international, grâce au renforcement de ses capacités techniques et opérationnelles, exige de l'institution qu'elle se dote également de grandes capacités sur le plan financier.

Les ministres de l'agriculture et les autres chefs de délégation se sont montrés pleinement conscients des difficultés financières traversées par l'IICA, en raison du gel du budget depuis 1995 et, surtout, des retards accusés par plusieurs de ses États membres dans le paiement de leurs quotes-parts. Par ailleurs, ils ont reconnu que l'IICA fait face au dilemme de devoir en même temps répondre à l'augmentation de la demande de services de coopération et assumer les coûts croissants de ses opérations.

S'appuyant sur les recommandations de la Commission consultative spéciale sur les questions de gestion (CCSQG) (mai 2003) et de la Vingt-troisième réunion ordinaire du Comité exécutif (juillet 2003), le Conseil a adopté, par la résolution no 392, une série de mesures visant à assurer le paiement en temps opportun des quotes-parts et à faciliter le recouvrement des arriérés de quotes-parts dus à l'Institut.

Par ailleurs, le Conseil a adopté la résolution no 390 par laquelle il souscrit à la proposition approuvée par le Comité exécutif, relative à la restructuration financière de l'Institut, et demande aux pays membres d'apporter des contributions hors quote-part pour financer des programmes et projets prioritaires, de fournir à l'Institut des locaux à usage de bureau et d'apporter des contributions au Fonds patrimonial de l'Institut.

Enfin, par la résolution no 390, le Conseil a approuvé le Programme-budget 2004-2005 de l'Institut; par la résolution no 391, il a autorisé l'affectation de ressources provenant du Sous-fonds général à des dépenses extraordinaires à hauteur de 3 millions \$ÉU; par les résolutions nos 388 et 389, il a approuvé, respectivement, les états financiers de l'IICA correspondant aux années 2001 et 2002 ainsi que les huitième et neuvième rapports du Comité de révision de la

vérification (CRV), qui démontrent que les ressources de l'institution sont gérées de façon appropriée, et, par la résolution no 394, il a approuvé la création d'un poste budgétaire pour les recettes diverses, qui permettra de budgéter et de gérer ces ressources avec une plus grande souplesse et indépendamment du Fonds ordinaire.

Renforcement des liens avec d'autres institutions

Durant la réunion du Conseil, le Groupe inter-organismes pour le développement rural, dont l'IICA fait partie, a présenté sa démarche et ses principales activités. Les directeurs du CATIE et du CARDI ont également présenté les rapports sur les travaux réalisés par ces organismes au cours de l'exercice biennal 2001-2002. Dans le cas du CATIE, le Conseil a approuvé, par la résolution no 385, un mécanisme automatique pour la désignation de ses représentants auprès du Conseil supérieur et du Conseil d'administration de cet organisme, ce qui facilitera la tâche de la Direction générale à cet égard.

Améliorations au chapitre de la gestion du Conseil et du Comité exécutif

Dans la résolution no 383, le Conseil a exprimé sa satisfaction au sujet de la mise en œuvre des résolutions adoptées par les Vingt-deuxième et Vingt-troisième réunions ordinaires du Comité exécutif et la Onzième Réunion ordinaire du Conseil. Par la résolution no 382, le Conseil a décidé de prolonger de deux ans le mandat de la CCSQG, compte tenu du travail important réalisé par ce

groupe chargé de conseiller le Directeur général. Par ailleurs, le Conseil a établi le cadre de roulement des États membres qui composeront le Comité exécutif de l'IICA pour la période 2004-2018 (résolution no 384). Enfin, par la résolution no 387, les États membres ont décidé de tenir la Treizième réunion ordinaire du Conseil en Équateur pendant le second semestre de 2005.

2.3 Promotion des droits de la femme et de la parité hommes-femmes

Voici maintenant un résumé des activités de coopération technique, des résultats et des progrès accomplis par l'IICA dans la mise en œuvre du Programme interaméricain de promotion des droits de la femme et de la parité hommes-femmes. Le rapport intégral, qui comprend des recommandations, est disponible auprès de la Direction du développement rural durable de l'Institut.

Mise en place d'un cadre d'orientation pour la coopération technique et le positionnement de l'approche IICA au sujet de la problématique hommes-femmes. Des efforts importants ont été déployés pour établir et faire connaître la vision de l'IICA à ce sujet, qui est fondée sur la conjugaison de l'approche inclusive en matière de parité hommes-femmes et de l'approche territoriale du développement rural. À la suite d'un séminaire international tenu à Natal, Brésil, un réseau de professionnels de l'IICA a été constitué avec pour tâche de

faire coïncider ces deux approches et d'appuyer la mise au point d'instruments permettant d'incorporer la perspective hommes-femmes, de manière transversale, dans les processus de développement territorial, les programmes de développement rural et les politiques publiques.

Renforcement des politiques publiques de développement par le biais de l'incorporation de la perspective hommes-femmes et de la promotion des femmes rurales. L'Institut s'est employé à promouvoir l'incorporation de la perspective hommes-femmes dans les cadres des politiques publiques agricoles en Bolivie et au Guatemala. Dans ce dernier pays, l'IICA a travaillé à l'implantation d'unités spécialisées dans les questions hommes-femmes au sein du ministère de l'Environnement.

Appui à l'incorporation de la perspective hommes-femmes dans les programmes et les instruments visant à promouvoir le développement entrepreneurial et l'accès aux actifs productifs. L'Institut a réalisé et publié une étude sur l'accès au crédit pour les femmes rurales au Costa Rica et au Nicaragua. Il a élaboré une méthodologie de formation, qui a été validée et qui comprend un guide d'auto-apprentissage, pour les personnes rurales désireuses de se lancer en affaires et de créer des micro-entreprises. En ce qui concerne l'incorporation de manière transversale de la perspective hommes-femmes dans les processus de développement territorial, l'IICA a contribué à l'élaboration d'une méthodologie de formation au Brésil. Il a appuyé la création et le renforcement de programmes et de projets visant à développer l'esprit d'entreprise des femmes rurales au Costa Rica, en Colombie (PADEMUR), dans la région des Caraïbes (réseaux de productrices rurales de la Barbade, de Trinité-et-Tobago, de la Jamaïque et du Guyana), en République dominicaine (PADEMUR), au Chili (accord IICA-

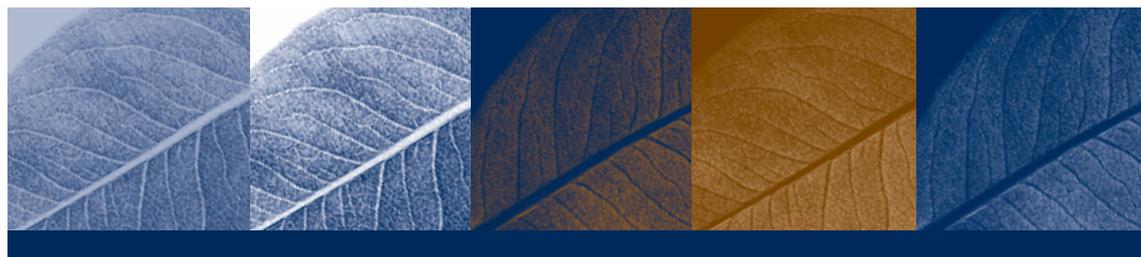
INDAP) et en Bolivie. Au Mexique, l'IICA a fourni des services de conseil en vue de la création d'une division du crédit pour les femmes rurales dans les banques de crédit pour le secteur rural; en Colombie, les règles de fonctionnement du Fondo de Fomento para las Mujeres Rurales (FOMMUR, Fonds de développement pour les femmes rurales) ont été établies et le fonds a commencé ses opérations; finalement, en Haïti, un suivi est apporté au projet PWOTOKOL, qui stimule la création de divers fonds de roulement à l'intention des femmes rurales.

Renforcement de réseaux et création de partenariats. Les efforts de l'Institut visaient deux objectifs : renforcer les institutions sectorielles offrant une formation à des unités spécialisées dans les questions hommes-femmes au sein d'entités directrices et établir des partenariats pour promouvoir des initiatives et des projets de renforcement des capacités, en mettant l'accent sur l'avancement des femmes rurales. À cet égard, l'Institut a signé trois accords généraux de coopération technique avec des institutions espagnoles.

Incorporation de la perspective hommes-femmes dans les politiques de fonctionnement institutionnel. Un processus de discussion interne a permis à l'IICA de prendre la mesure de la complexité de la tâche visant à incorporer, de manière transversale, la perspective hommes-femmes dans les politiques institutionnelles. L'Institut a commencé à réunir de l'information au sujet de ses ressources humaines à travers l'hémisphère, laquelle, une fois systématisée et analysée, servira de base pour améliorer les processus de recrutement afin que, tout en respectant les critères d'excellence, l'Institut réussisse à atteindre un meilleur équilibre hommes-femmes au sein de son personnel.



COOPÉRATION TECHNIQUE



3. COOPÉRATION TECHNIQUE

La première section du présent chapitre résume les actions et les résultats les plus pertinents des secteurs stratégiques de l'IICA définis dans le Plan à moyen terme 2002-2006; la seconde contient une synthèse des activités de coopération menées dans les 34 pays membres de l'Institut.

3.1 Secteurs stratégiques de coopération technique

Commerce et développement de l'agrobusiness

Dans le cadre des lignes d'action concernant l'**analyse des politiques agricoles et les négociations commerciales**, la participation des spécialistes du Secteur du commerce et du développement de l'agrobusiness à la Cinquième Conférence ministérielle de l'OMC a permis de renforcer les activités de formation et de coopération technique directe, demandées par des instances publiques et privées du secteur agroalimentaire. Nous avons organisé 11 séminaires et ateliers et participé à des événements organisés de concert avec d'autres organismes de coopération.

Afin d'appuyer la définition de positions régionales et la recherche de consensus en matière de politique commerciale et sectorielle agricole, nous avons parrainé la première réunion des bureaux de la politique commerciale agricole des pays centraméricains et agi en qualité de secrétariat technique de

divers forums de discussion, dont le Conseil agricole du Sud, le Groupe informel de négociations agricoles du Sud et le Réseau de coordination des politiques agricoles de la région Sud.

Un suivi a été apporté, par l'intermédiaire du système d'information Infoagro/commerce, à la question de l'agriculture dans les négociations multilatérales et bilatérales des pays de l'hémisphère dans le cadre de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) et de l'OMC. Des bulletins électroniques hebdomadaires ont été préparés et diffusés, avec des documents et des nouvelles sur l'état des négociations.

En ce qui a trait au **renforcement des marchés intérieurs**, nous avons appuyé les États membres dans la conception et l'administration de nouveaux instruments financiers de soutien au secteur agroalimentaire. À ce sujet, des services de formation ont été offerts sur l'utilisation de la titrisation des actifs agricoles comme source de financement. Nous avons également offert un appui technique pour l'établissement de bourses de produits agricoles au Chili, en Bolivie et au Mexique et fourni des services de conseil à des bourses déjà existantes dans d'autres pays de l'hémisphère.

En appui au processus d'intégration des marchés, nous avons participé à titre de secrétariat technique à la XIe rencontre de l'Asociación Panamericana de Bolsas de Productos (Association panaméricaine des bourses de produits), au cours de laquelle nous avons présenté des documents techniques et des exposés au sujet de l'amélioration de la mise en marché des produits agroalimentaires. Nous avons également apporté notre soutien à plusieurs pays d'Amérique centrale, des Caraïbes et de la région andine dans leurs efforts pour implanter des chaînes

agroalimentaires, afin de faciliter la définition et la mise en œuvre de stratégies pour améliorer leur compétitivité.

Par l'intermédiaire du Programa de Desarrollo de la Agroindustria Rural de América Latina y el Caribe (PRODAR, Programme de développement de l'industrie agroalimentaire rurale de l'Amérique latine et des Caraïbes), nous avons appuyé l'implantation de petites et moyennes entreprises agroalimentaires rurales, en encourageant la coopération horizontale, le renforcement de la capacité de gestion des entreprises et l'amélioration des procédés de transformation des produits.

De concert avec les membres de l'Association des agro-entrepreneurs des Caraïbes (CABA), nous avons organisé plusieurs séminaires au cours desquels de l'information a été fournie au sujet des processus de négociation commerciale, de la gestion d'entreprise et de l'agrotourisme.

En ce qui concerne l'**insertion dans les marchés extérieurs**, l'Institut s'est employé à promouvoir la croissance durable des exportations agricoles et l'augmentation du nombre d'exportateurs, en mettant en œuvre le programme « Plates-formes pour l'exportation » dans quatre pays de la région centrale. Ces efforts ont permis à de petites et moyennes entreprises agroalimentaires de commencer à exporter vers les États-Unis et le Canada. Les premiers contacts ont été pris pour étendre ce programme aux régions andine et caribéenne.

Par ailleurs, l'IICA a ouvert le bureau de Miami, chargé d'administrer le **Programme interaméricain de promotion du commerce agricole, de l'agrobusiness et de l'innocuité des aliments**. Il est prévu que les activités de ce programme débiteront en 2004, dans ses quatre grands volets : promotion des marchés; renforcement de la capacité entrepreneuriale; innocuité des aliments; information commerciale. Des partenariats ont été établis avec des fournisseurs d'information

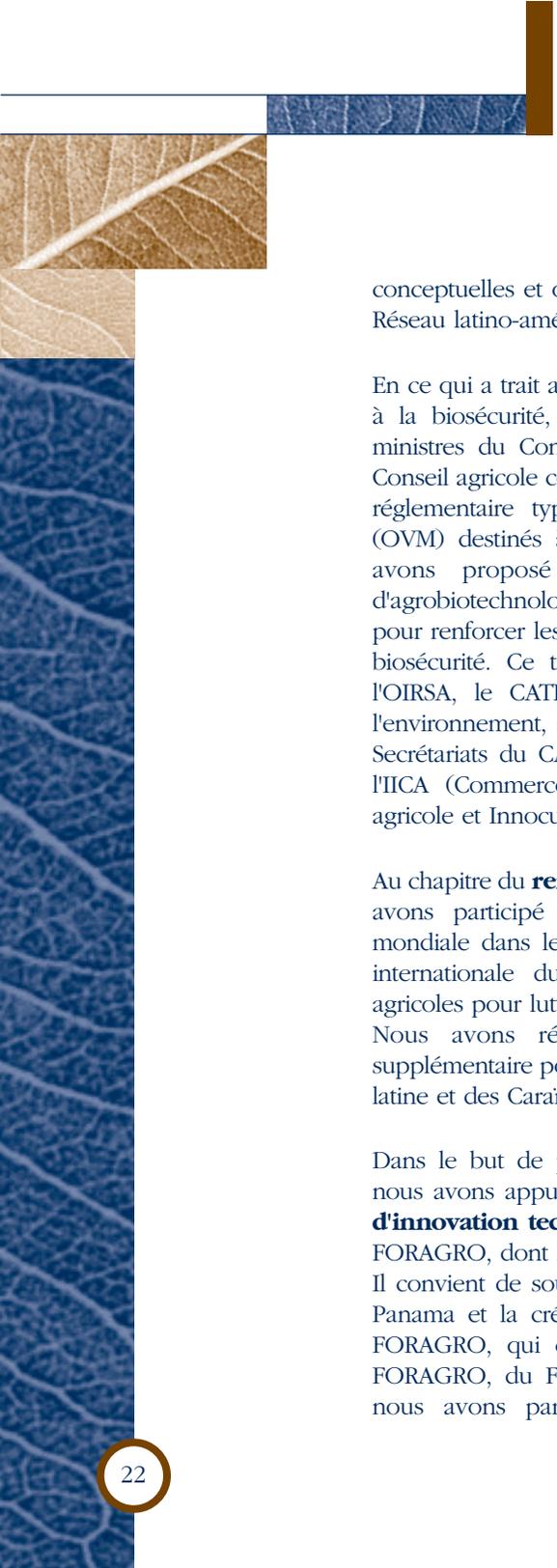
commerciale (p. ex., Indigo Key) et un accord de coopération a été conclu avec la Market Information Organization of the Americas (Organisation des renseignements commerciaux des Amériques) en vue d'assurer la convergence des systèmes d'information commerciale de ses membres.

En collaboration avec la Direction de la planification stratégique et de la modernisation institutionnelle, nous avons quantifié **la contribution réelle de l'agriculture à l'économie** dans 11 pays des Amériques et déterminé que, lorsqu'on inclut la valeur ajoutée dans les chaînes de production, l'agriculture est un secteur qui contribue très largement au PIB et qui donne lieu à des engrenages importants avec le reste de l'économie.

Technologie et innovation

Dans le domaine de la **modernisation institutionnelle et du renforcement de la compétitivité**, le Secteur de la technologie et de l'innovation a continué de faire connaître le cadre conceptuel et opérationnel établi pour aider les pays à adopter le nouveau paradigme fondé sur le principe de l'innovation technologique comme pilier de la compétitivité agricole. Nous avons appuyé des processus de transformation institutionnelle en faveur de la recherche au Mexique (INIFAP), au Costa Rica (INTA) et en Colombie (CORPOICA).

Nous avons apporté un soutien à l'élaboration de politiques de vulgarisation rurale dans le cadre du projet parrainé par le FONTAGRO et exécuté par l'IICA et ses contreparties au Costa Rica, en Argentine et en Colombie. Les produits de ce travail ont ensuite été diffusés, à savoir : i) une analyse de la situation actuelle et des tendances en matière de vulgarisation rurale dans les Amériques; ii) des études spécialisées sous-régionales; iii) un cadre d'appui à l'élaboration de politiques publiques en vue de moderniser les services de vulgarisation, et iv) les bases



conceptuelles et opérationnelles en vue de la constitution du Réseau latino-américain de vulgarisation rurale.

En ce qui a trait aux politiques relatives à la biotechnologie et à la biosécurité, conformément au mandat dicté par les ministres du Consejo Agropecuario Centroamericano (CAC, Conseil agricole centraméricain), nous avons élaboré un cadre réglementaire type pour les organismes vivants modifiés (OVM) destinés à l'agriculture en Amérique centrale; nous avons proposé une stratégie régionale en matière d'agrobiotechnologie pour la région, et rédigé une proposition pour renforcer les capacités nationales dans le domaine de la biosécurité. Ce travail a été réalisé en collaboration avec l'OIRSA, le CATIE et les ministres de l'agriculture et de l'environnement, avec l'appui du SAGARPA du Mexique, des Secrétariats du CAC et de la CCAD et de deux secteurs de l'IICA (Commerce et Agrobusiness, et Protection sanitaire agricole et Innocuité des aliments).

Au chapitre du **renforcement des collectivités rurales**, nous avons participé au processus consultatif de la Banque mondiale dans le cadre du programme intitulé « Évaluation internationale du rôle des sciences et des technologies agricoles pour lutter contre la faim et améliorer la vie rurale ». Nous avons réussi à faire inclure une consultation supplémentaire pour la région méso-américaine de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC).

Dans le but de promouvoir l'**intégration hémisphérique**, nous avons appuyé **la consolidation du système régional d'innovation technologique**, implanté sous l'impulsion du FORAGRO, dont le Secrétariat technique est assuré par l'IICA. Il convient de souligner la réunion de son comité exécutif à Panama et la création du Groupe technique consultatif du FORAGRO, qui coordonne les travaux des secrétariats du FORAGRO, du FONTAGRO et des PROCI. Dans ce cadre, nous avons participé à l'établissement des bases d'un

programme hémisphérique sur les nouvelles biotechnologies, la conservation et l'utilisation des ressources génétiques, l'agrobusiness et l'innovation technologique pour les petits agriculteurs, entre autres thèmes. Soulignons également l'appui à la consolidation du FONTAGRO grâce au partenariat entre l'IICA, la BID et les pays membres.

En ce qui a trait aux mécanismes régionaux de coopération réciproque (PROCI), voici un résumé des activités de coopération technique les plus pertinentes :

Région andine. Le **PROCIANDINO** a été consolidé, avec la mise en application du quatrième accord 2003-2006 entre les pays et l'IICA; la coopération a été renforcée dans le domaine de l'innovation par l'intermédiaire des réseaux dans les secteurs des fruits, des légumes, de la pomme de terre, du maïs et de l'élevage à double fin, entre autres programmes et projets, et nous avons coordonné l'exécution de 12 projets régionaux sous l'égide du FONTAGRO.

Région amazonienne. Le transfert horizontal de technologie et le renforcement institutionnel se sont poursuivis dans le cadre du **PROCITROPICOS**; nous nous sommes employés, entre autres activités, à promouvoir des questions technologiques de pointe en organisant des ateliers et des séminaires sur la conservation et l'utilisation durable des ressources génétiques, la remise en état des zones endommagées et la gestion durable des ressources naturelles, les plates-formes technologiques et la détermination des facteurs limitants technologiques dans les chaînes de production agricole.

Région centrale. Les travaux menés le cadre du **PROMECAFE** ont conduit à la mise au point de technologies pour détecter et maîtriser les maladies et les parasites du caféier et, avec l'appui du CIRAD, des progrès ont été réalisés dans la mise au point de nouveaux hybrides de café arabica de haute qualité et de grande productivité. Un accord de coopération a été

signé entre le SICTA, l'IICA et le CATIE et une proposition a été élaborée en vue de la formulation de la politique centraméricaine en matière de technologie et de diversification. Au chapitre de la conservation de la biodiversité et des ressources génétiques, nous avons appuyé la présentation d'un projet au fonds FEM-BM, dans le cadre du Red Mesoamericana de Recursos Fitogenéticos (REMERFI, Réseau méso-américain de ressources phylogénétiques).

Région Nord. Nous avons contribué à la consolidation du **PROCINORTE**, grâce au renforcement de quatre « groupes d'étude » ou réseaux : ressources phylogénétiques (NORGEN), fruits tropicaux et sous-tropicaux; recherche en protection sanitaire agricole; coopération entre bibliothèques spécialisées en agriculture.

Région Sud. Il convient de souligner, parmi d'autres réalisations, le nouvel accord de coopération conclu entre l'IICA et les instituts de recherche agricole de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Chili, du Paraguay et de l'Uruguay; la réaffirmation du rôle stratégique du **PROCISUR** pour la promotion du changement technologique agricole dans le processus d'intégration régionale, dans le cadre du Consejo Agropecuario del Sur (CAS, Conseil agricole du Sud), et la constitution des réseaux d'innovation régionale dans les domaines de la qualité de la viande de bœuf et de la gestion durable de l'environnement.

En ce qui a trait à la **gestion de l'information scientifique et technologique**, nous avons contribué à la mise en place du système de gestion des connaissances dans le domaine de la technologie agricole, dans le cadre de la plate-forme inter-thématique **Infoagro.net**.

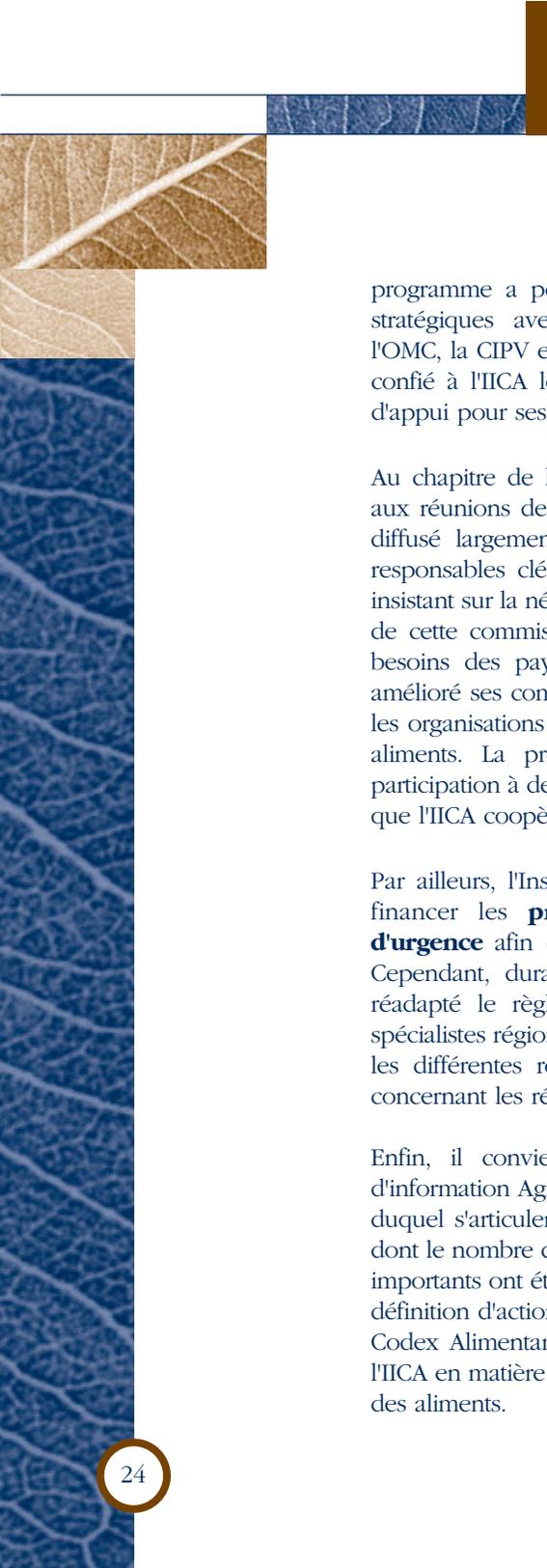
Au chapitre des **partenariats stratégiques**, soulignons les partenariats instaurés avec le GFAR, la Banque mondiale, la FAO, le GCIAI, le CIRAD, la BID, l'ISNAR, le CATIE, EMBRAPA et d'autres entités nationales et internationales.

Protection sanitaire agricole et innocuité des aliments

À la demande du Conseil, formulée lors de sa XIe réunion ordinaire, en 2003, nous avons évalué le Programme de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments et établi le cadre de référence pour maximiser l'impact des activités de coopération technique de l'IICA dans ce domaine stratégique. Le processus d'évaluation, transparent et réaliste, est venu enrichir les programmes nationaux en permettant de définir les besoins communs auxquels il est possible de répondre avec des mesures à effet multiplicateur.

Dans le domaine de la **modernisation des systèmes de PSAIA**, nous avons élaboré un instrument d'évaluation du rendement des systèmes de PSAIA, basé sur un diagnostic institutionnel des processus, produits et services et sur un travail permanent de comparaison avec d'autres organisations similaires. Le modèle s'appuie sur la détermination des composantes fondamentales du fonctionnement de ces systèmes et fait intervenir tous les intervenants des secteurs public et privé, afin de répondre aux multiples responsabilités sanitaires dans la chaîne agroalimentaire, dans la perspective de la commercialisation et de la consommation des produits agricoles sur les plans national et international. L'instrument est conçu sous format électronique afin de faciliter son utilisation.

En ce qui a trait à l'**Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (MSP) de l'OMC**, de concert avec l'USDA, nous avons mis en œuvre un programme visant à faciliter la présence de délégués nationaux aux réunions du Comité des MSP de l'OMC, ce qui a largement contribué au renforcement de la structure institutionnelle des pays, dans le but d'assurer la mise en œuvre et l'administration efficaces de l'Accord sur les MSP de l'OMC. Au sein de l'Institut, le



programme a permis à l'IICA de renforcer ses partenariats stratégiques avec des organismes internationaux comme l'OMC, la CIPV et l'OIE. Il convient de souligner que l'OMC a confié à l'IICA le soin d'agir à titre d'organisation régionale d'appui pour ses cours de formation.

Au chapitre de l'**innocuité des aliments**, l'IICA a participé aux réunions de la Commission du Codex Alimentarius et a diffusé largement les résultats de ces réunions auprès de responsables clés des secteurs public et privé de l'ALC, en insistant sur la nécessité d'accroître la participation aux travaux de cette commission. Une étude a aussi été menée sur les besoins des pays en matière de normes Codex. L'IICA a amélioré ses communications avec les pays membres et avec les organisations dont le travail a un lien avec l'innocuité des aliments. La production de bulletins d'information et la participation à des réunions stratégiques ont pavé la voie pour que l'IICA coopère plus activement dans ce domaine.

Par ailleurs, l'Institut a décidé de fermer le fonds servant à financer les **problèmes émergents et les situations d'urgence** afin d'affecter les ressources à d'autres activités. Cependant, durant les premiers mois de l'année, l'IICA a réadapté le règlement de ce fonds; de concert avec les spécialistes régionaux, il a établi les questions prioritaires pour les différentes régions et il a parachevé toutes les études concernant les régions andine et caribéenne.

Enfin, il convient également de mentionner le système d'information Agrosalud qui fonctionne comme un axe autour duquel s'articulent les différentes orientations stratégiques, et dont le nombre d'abonnés n'a cessé d'augmenter. Des progrès importants ont été accomplis également en ce qui concerne la définition d'actions conjointes avec l'OMC, la CIPV, l'OIE et le Codex Alimentarius, compatibles avec les axes de travail de l'IICA en matière de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments.

Développement rural durable

En ce qui a trait aux actions visant le **renforcement des collectivités rurales**, nous avons offert une assistance technique et des services de formation pour l'élaboration de stratégies et de programmes de développement rural axés sur le développement territorial, dans les pays suivants : Brésil, Colombie, Uruguay, Honduras, Mexique, Costa Rica, Nicaragua, Équateur et Venezuela. En collaboration avec la BID, nous avons mis au point des instruments pour renforcer les capacités et incorporer la perspective hommes-femmes dans les projets relatifs à la micro-entreprise et à l'accès au crédit dans les collectivités rurales, instruments qui ont été validés dans la région nord du Costa Rica et dans la région sud du Nicaragua. Par ailleurs, nous avons participé à de nombreux événements internationaux dans le cadre desquels nous avons contribué à faire connaître internationalement l'approche territoriale du développement rural adoptée par l'Institut, afin d'en faire le cadre de référence appelé à orienter la conception et la mise en œuvre de stratégies, de politiques et d'investissements en vue d'améliorer la compétitivité de l'agriculture, la prospérité rurale et la sécurité alimentaire.

Au chapitre de l'**intégration hémisphérique**, nous avons renforcé notre travail avec des partenaires clés, en participant aux activités du Groupe inter-organismes pour le développement rural (constitué par la BID, le FIDA, la Banque mondiale, la FAO, l'IICA, la CEPALC, l'USAID, la GTZ et l'AECL) et en menant des initiatives conjointes avec l'AECL, la FEMUR, l'INFODAL, l'AMFAR, l'UNCEAR, le Forum rural mondial, le CIRAD, l'Unité des femmes et du développement de la CEPALC, l'IISD (Canada), le RELAJUR et des universités européennes et des Amériques.

Sur le plan interne, nous avons progressé dans la consolidation de l'axe stratégique de travail, dénommé BRAMCO, grâce auquel l'Institut entend mettre à profit sa vaste expérience en

développement rural au Brésil, au Mexique et en Colombie, pour en faire une base en vue d'établir une plate-forme de diffusion de cette expérience fructueuse dans d'autres pays de l'hémisphère et pour consolider l'intégration inter-thématique.

L'Institut s'est employé à promouvoir le **développement du capital humain**, notamment au Costa Rica, où nous avons apporté notre appui pour la formation de groupes de vulgarisateurs au sein d'institutions publiques et pour la mise en application d'un modèle de formation autogérée en vue de renforcer les capacités dans le domaine de la micro-entreprise. Nous avons continué de promouvoir l'établissement d'une base commune de connaissances et d'information au sujet du développement de l'agriculture et du secteur rural, en créant un module de gestion virtuelle qui facilitera le travail avec les spécialistes régionaux en développement rural. Nous avons élaboré la première approximation d'une méthodologie servant à systématiser les expériences en matière de développement rural, laquelle a été validée en Colombie, au Chili et au Paraguay. Enfin, nous avons modifié de fond en comble le site Web de l'Institut sur le développement rural durable (<http://www.infoagro.net/codes>), à la suite de quoi le nombre d'utilisateurs a augmenté de 46 %.

En ce qui a trait à la **gestion de l'environnement**, nous avons poursuivi l'exécution du Programme de lutte contre la désertification en Amérique du Sud (Brésil, Argentine, Bolivie, Chili, Équateur et Pérou), qui a pour objectif de permettre la mise en œuvre de plans d'action nationaux de lutte contre la désertification et la sécheresse. Des démarches ont été effectuées en vue de l'élaboration de projets multinationaux de même nature au Paraguay, en Uruguay, au Venezuela, en Colombie, en El Salvador, au Nicaragua, au Honduras et dans la région du Chaco (Argentine, Chili et Bolivie).

L'IICA a obtenu son accréditation en tant qu'organisme intergouvernemental auprès du Secrétariat de la Convention

des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Par ailleurs, le Secteur du développement rural durable a contribué activement à la mission technique d'identification constituée par l'IICA pour appuyer le SENARA du Costa Rica dans l'élaboration du Programme de gestion, de conservation et d'utilisation durable des ressources hydriques en vue de leur exploitation intégrée, qui fait fond sur l'approche territoriale du développement durable et sur les principes de la Convention sur la désertification.

Au chapitre du **renforcement institutionnel**, nous avons apporté un soutien technique pour la création de l'Instituto Colombiano de Desarrollo Rural (INCODER, Institut colombien de développement rural) et pour l'incorporation des thèmes des politiques et du développement rural dans les questions examinées par l'Observatoire de la compétitivité des chaînes agroalimentaires de Colombie. Au Honduras, nous avons offert un appui au Secrétariat à l'agriculture et à l'élevage, sous la forme d'une vérification technique du Programme national de développement rural durable (PRONADERS). Au Mexique, nous avons apporté une assistance technique au SAGARPA en vue de la création d'un observatoire des politiques et du développement rural (Zócalo Rural). Au Brésil, nous avons offert un appui au Secrétariat au développement territorial dans l'élaboration d'un programme de développement durable des territoires ruraux; des programmes similaires ont reçu un soutien en Uruguay, en Équateur, au Pérou, au Paraguay et au Costa Rica. Également en Équateur, nous avons participé au renforcement du système financier rural.

Enseignement et formation

L'objectif de l'IICA dans ce domaine est d'aider les États membres à développer et à renforcer le capital et le talent humains afin de faciliter le développement durable de



l'agriculture et l'amélioration de la vie rurale. Les actions privilégiées sont les suivantes : formation dans des domaines stratégiques; modernisation des programmes d'enseignement; dialogue axé sur l'intégration de l'enseignement agricole et rural dans les Amériques.

En ce qui a trait à la **formation dans des domaines stratégiques**, nous avons mis à la disposition des intervenants de l'agriculture et de la vie rurale des cours basés sur l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et des communications (TIC), notamment la vidéoconférence, les cédéroms et l'Internet. Ces cours portent, entre autres, sur les thèmes suivants : innocuité des aliments (HACPP), agriculture organique, administration d'exploitations agricoles, commerce électronique, qualité de l'enseignement agricole et compétitivité des chaînes agroalimentaires. Nous avons également contribué à l'implantation de centres de formation pour les entrepreneurs et les techniciens du secteur agroalimentaire (CECAT) en Amérique centrale, et nous avons participé à la formation de tuteurs pour l'élaboration de programmes d'enseignement à distance au Costa Rica, en République dominicaine, en Colombie, au Guatemala, au Mexique et en Équateur.

Afin de favoriser l'**amélioration de la qualité et de la pertinence de l'enseignement et de la formation dans les domaines agricole et rural**, nous avons offert une coopération technique en vue de moderniser les plans et programmes d'enseignement d'institutions publiques et privées spécialisées dans l'enseignement agricole et rural, avec l'élaboration d'une stratégie intitulée « Vers la qualité et la pertinence de l'enseignement agricole supérieur ». Cette stratégie comprend un programme d'enseignement à distance, avec quatre modules disponibles sur cédérom, qui a commencé à être offert au Costa Rica, en République dominicaine et au Guatemala. Par ailleurs, nous continuons d'offrir un appui en vue de la mise en œuvre de programmes

de renforcement de la qualité de l'enseignement agricole, cet appui visant essentiellement les universités liées aux forums sur l'enseignement agricole et rural telles que les universités de Chapingo (Mexique), San Carlos (Guatemala), La Molina (Pérou), Cuenca (Équateur), et l'Université du Costa Rica.

En ce qui a trait à l'**appui au dialogue sur l'enseignement agricole et rural et à l'intégration de cet enseignement**, nous avons apporté un soutien aux forums régionaux des Andes, du Sud et du Centre, à l'Asociación Centroamericana de Educación Agrícola Superior (ACEAS, Association centraméricaine de l'enseignement agricole supérieur) et au Consejo Caribeño de Educación Superior Agrícola (CACHE, Conseil caribéen de l'enseignement supérieur en agriculture), afin de les aider à tenir leurs réunions annuelles consacrées à l'analyse des progrès accomplis et à la programmation de leurs activités. Ce soutien a permis de maintenir et de resserrer les liens, et de promouvoir l'exécution de programmes conjoints entre les institutions nationales et régionales d'enseignement agricole supérieur. Un accord a été signé avec l'American Distance Education Consortium (ADEC, Consortium de l'éducation à distance des États-Unis), qui réunit des institutions spécialisées dans la mise au point de programmes d'enseignement à distance dans l'hémisphère. Enfin, un dialogue de portée mondiale a été instauré à l'échelle ibéro-américaine avec le Réseau mondial d'apprentissage à distance pour le développement (GDLN) de la Banque mondiale, sur des questions touchant le monde agricole et rural, dialogue qui a attiré une large participation des secteurs concernés.

Dans le cadre des actions axées sur le **la production et la distribution de matériel didactique**, il convient de souligner la mise en application de l'accord avec la Banque mondiale, avec le lancement du Réseau mondial d'apprentissage à distance pour le développement agricole des Amériques (GDLNA), qui a permis de réunir 40 partenaires chargés

d'élaborer des cours, basés en particulier sur les vidéoconférences. Une équipe a pu être constituée pour convertir des cours « présentsiels » au format multimédia. L'IICA a signé un accord avec la FAO pour participer au projet FLAGSHIP visant à améliorer l'enseignement primaire et secondaire dans les zones rurales des Amériques.

L'établissement de partenariats stratégiques a permis de produire du matériel didactique, par des moyens numériques, avec l'Université McGill et l'Université de Nouvelle-Écosse (Canada) et l'University of West Indies (Trinité-et-Tobago), et de renforcer l'enseignement agricole supérieur au Nicaragua, au Panama, au Guatemala, au Chili, en Uruguay et en Argentine. Enfin, l'IICA s'est entendu avec le CATIE pour créer un consortium chargé d'offrir des services de formation dans les Amériques.

Information et communications

Deux nouveaux systèmes d'information ont été ajoutés à la **plate-forme Infoagro.Net**, soit : Agroindustria Rural (PRODAR, Agro-industrie rurale) et Infoagro KM; nous avons intégré de nouveaux modules dans le système, tels que « Inscription », « Événements », « Consultations virtuelles » et « Bases de données des bulletins hebdomadaires »; nous avons modifié les modules « Experts » et « Nouvelles » afin de permettre aux usagers d'accéder à ces modules et d'imprimer les documents de façon conviviale, et nous avons élaboré une stratégie de mise en marché.

Sur le **site Web institutionnel**, nous avons installé quatre systèmes d'information à l'appui de la Commission consultative spéciale sur les questions de gestion, du Comité exécutif 2003, de la Deuxième Réunion ministérielle sur l'agriculture et la vie rurale et du Secteur du commerce et de l'agrobusiness. Nous avons également créé un site Web

d'appui au processus des Sommets des Amériques, doté de son propre système d'information.

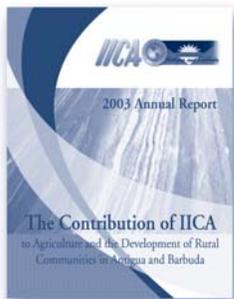
Sur le plan institutionnel, nous nous sommes employés à faciliter la gestion administrative de l'IICA en restructurant le site Intranet, en implantant 14 nouveaux systèmes d'information, en mettant en place divers règlements internes et de nouveaux bulletins institutionnels (IICAConexión, IICANews et « Por nuestra salud », par exemple) et en concevant quatre systèmes d'information au service des unités internes.

Nous avons continué de perfectionner le **Système d'information et de documentation agricoles des Amériques (SIDALC)**. À cet égard, il convient de souligner tout particulièrement les services d'assistance technique et de formation offerts à des bibliothécaires et des spécialistes en information de 10 pays des régions centrale, caribéenne, andine et Sud; le traitement de 60 000 demandes de renseignements par l'intermédiaire du site Web IICA/SIDALC; l'appui à la création de six nouveaux réseaux nationaux au Belize et dans divers pays des Caraïbes; la présentation de 13 exposés sur le IICA/SIDALC dans les régions Nord, centrale, Sud et caribéenne; l'élaboration, dans le cadre du Deuxième atelier des coordonnateurs du SIDALC, d'une nouvelle stratégie et d'un programme de travail pour la période 2004-2006, et la production de 4 000 disques compacts contenant les deuxième et troisième éditions de la mégabase de données Agri2000.

Nous avons également mis sur pied le **Système IICA de bibliothèques agricoles (SIBIICA)**, acquis 7 000 nouvelles publications scientifiques et techniques en ligne, mis à jour la base de données sur les revues avec 9 005 titres actifs, et ajouté 2 500 nouvelles entrées à la base de données bibliographiques. Ainsi, il est désormais possible de consulter 76 555 documents par l'intermédiaire d'Internet.

3.2 La mise en oeuvre des Programmes nationaux

Antigua-et- Barbuda



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Contribution, en collaboration avec le ministère de l'Agriculture et des entrepreneurs de l'industrie agroalimentaire, au lancement de la section locale de l'Association des agro-entrepreneurs des Caraïbes (CABA)

- Participation à un séminaire sur l'information commerciale dans le domaine agricole, organisé par le

ministère de l'Agriculture et le Réseau pour le développement de l'information commerciale à l'intention des agro-entrepreneurs des Caraïbes (CAMID), permettant l'établissement d'un nouveau lien entre le CAMID et la CABA

- Lancement de la section locale du Forum agricole pour les jeunes des Caraïbes
- Tenue d'un séminaire sur l'habilitation des jeunes dans le secteur agricole et d'un atelier sur la propagation des plantes, afin de renforcer les aptitudes des jeunes

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Tenue d'un atelier sur la quarantaine phytosanitaire, en collaboration avec le ministère de l'Agriculture et la FAO
- Facilitation de la participation de deux personnes à chacune des trois réunions tenues à Genève par le

Comité des MSP de l'OMC et convocation de réunions du Comité informel national sur les MSP

- Élaboration d'un plan d'urgence modèle pour la protection phytosanitaire, avec l'assistance du spécialiste en protection sanitaire agricole responsable des pays des Caraïbes orientales
- Formation de deux responsables de la vulgarisation en matière de bonnes pratiques agricoles (BPA)
- Tenue, en collaboration avec le ministère de l'Agriculture, d'un atelier et d'une consultation nationale sur les BPA à l'intention des personnes directement intéressées
- Élaboration et distribution d'une série de brochures et autre matériel pour conscientiser le public au sujet des BPA, ainsi que de divers protocoles
- Présentation d'exposés dans le cadre d'un atelier sur les polluants organiques persistants, d'une consultation sur la biosécurité et d'un séminaire sur l'utilisation sûre des pesticides

Renforcement des collectivités rurales

- Élaboration, en collaboration avec le CARDI, de la version préliminaire d'une brochure sur la production de patates douces et sur la GIP, à l'intention des agriculteurs d'Antigua
- Facilitation de la participation de deux personnes à un symposium sur l'agriculture organique tenu à la Barbade
- Tenue d'un atelier national visant à sensibiliser les agriculteurs et à leur offrir une formation au sujet de la culture organique

Développement du capital humain

- Facilitation de la sélection de deux étudiants pour l'octroi de bourses leur permettant de suivre des cours au Simon Bolivar United World College au Venezuela

Argentine



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Publication de plus de 20 études et rapports sur la situation et les perspectives du secteur agricole
- Tenue de séminaires sur l'industrie agroalimentaire argentine, la loi sur le bioterrorisme, les politiques laitières, les bourses de produits agricoles et les négociations commerciales
- Appui à la tenue, aux États-Unis, de deux séminaires sur les potentialités du secteur agroalimentaire argentin
- Appui au SAGPYA et à la Fondation Export-Ar dans l'élaboration d'un site Web
- Élaboration d'un projet d'agriculture organique, qui sera financé par la BID
- Élaboration d'une proposition d'extension du Programme de services agricoles provinciaux II, que la BID financera à hauteur de 200 millions \$ÉU

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Appui à la gestion du Programme d'éradication de l'anthrome du cotonnier
- Élaboration d'un projet de modernisation du système public agroalimentaire
- Appui à l'analyse de facteurs de risque relatifs à l'encéphalopathie spongiforme bovine
- Élaboration de projets pour la lutte contre la mouche des fruits dans le Nord-Est

- Préparation, dans le cadre d'un programme visant à faire en sorte que le pays soit déclaré indemne de peste porcine classique, d'un manuel à l'intention des producteurs
- Appui à la Direction régionale de la protection sanitaire agricole et de l'innocuité des aliments dans le suivi des mesures prises en Argentine en vertu de l'Accord sur les MSP de l'OMC
- Assistance offerte au SAGPYA afin que le pays puisse remplir son rôle de président du Comité des MSP de l'OMC et du Comité de coordination du Codex Alimentarius pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Renforcement des collectivités rurales

- Formation de promoteurs du développement rural territorial dans la province de Mendoza
- Appui au Programme de microcrédit de l'Organisation « De la Nada »
- Assistance dans la gestion du Programme de changement rural de la province de Buenos Aires

Intégration hémisphérique

- Poursuite du travail du Centre de documentation et d'information du bureau de l'IICA en Argentine, à titre d'agent de liaison avec le SIDALC, avec l'intégration de 30 bibliothèques au système

Développement du capital humain

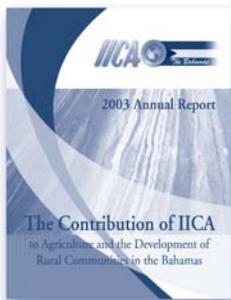
- Organisation et présentation de cours à l'intention des négociateurs dans le domaine de l'agriculture
- Appui au Programme de l'agrobusiness de l'Université de Buenos Aires

- Assistance à la Comisión Nacional de Evaluación y Acreditación Universitaria (Commission nationale d'évaluation et d'agrément des programmes universitaires)
- Appui à la création d'un programme d'études supérieures régional sur la qualité agroalimentaire

Gestion de l'environnement

- Appui à l'élaboration du cadre national de sécurité en biotechnologie
- Coopération avec la Direction nationale des pêches dans le cadre du programme d'inspection des bateaux de pêche en haute mer
- Élaboration de deux avant-projets pour l'amélioration des systèmes d'irrigation dans le cadre du Programme d'irrigation de la province de Catamarca

Bahamas



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Contribution pour améliorer la productivité de l'industrie de la tomate et de la cascarille (*Croton eleuthera*)

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Élaboration et approbation d'un cadre logique en vue de l'établissement d'un système national d'innocuité des aliments, ainsi que du cadre de référence d'un mécanisme de coordination

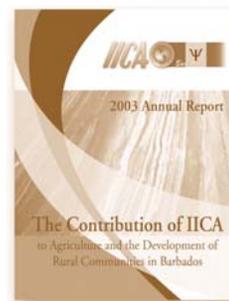
Renforcement des collectivités rurales

- Appui à la Ligue des coopératives des Bahamas limitée (BCLL) et au Département des coopératives du MAFLG dans le cadre d'un projet bahamien de conserves de tomates
- Renforcement de l'efficacité du Centre de communication MAFLG/IICA grâce à l'amélioration du matériel

Développement du capital humain

- Aide offerte pour améliorer la distribution de matériel devant servir à renforcer les capacités afin de mieux préparer le secteur rural à faire face aux changements sur la scène mondiale
- Élaboration de la composante nationale d'un projet régional d'enseignement à distance, soumis ensuite aux fins d'examen
- Incorporation du secteur au Projet de renforcement des services de quarantaine agricole (SAQS)
- Tenue d'un atelier sur l'identification et le contrôle des pseudococcidés représentant une importance économique pour les Bahamas

Barbade



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Établissement de liens en agrotourisme et application de l'approche des chaînes agroalimentaires et du dialogue pour l'action (CADIAC) afin de rendre l'industrie compétitive
- Établissement d'une base de données incluant des données sur les demandes de 45 hôtels et restaurants

- Coparrainage d'une réunion nationale des personnes directement intéressées par l'élevage du mouton indigène de la Barbade (robe noire sous le ventre)
- Amélioration de l'accès des agriculteurs et des artisans au public qui souhaite acheter leurs produits, sous les auspices d'un marché des agriculteurs et dans le cadre d'un petit-déjeuner de type plantation au Musée de la Barbade

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Élaboration, pour le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, d'un document conceptuel sur l'établissement d'un organisme national responsable de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole
- Tenue d'un séminaire de sensibilisation et d'information au sujet de la Loi sur le bioterrorisme adoptée par les États-Unis
- Parrainage de la participation de fonctionnaires du MARD aux réunions du Comité des MSP de l'OMC

Renforcement des collectivités rurales

- Appui au lancement du Forum agricole pour les jeunes de la Barbade et de l'Association des femmes en agriculture
- Préparation d'un projet sur la faisabilité de la réhabilitation des victimes d'abus de substances psychotropes, par le biais de l'agriculture durable, et présentation du projet en vue de son financement

Intégration hémisphérique

- Renforcement des partenariats avec des organismes interaméricains œuvrant à la Barbade (OEA, FAO, OPS, PNUD)

Développement du capital humain

- Poursuite de l'appui offert en ce qui a trait à l'administration du Centre d'apprentissage et de formation à distance pour les agro-entrepreneurs des Caraïbes (CADLTC)
- Administration des cours d'enseignement à distance offerts par les ADLTC à la Barbade et dans les Caraïbes
- Réception de matériel pédagogique pour adapter un cours sur l'HACPP aux besoins des Caraïbes
- Préparation avec l'UAG d'une proposition de projet qui sera financé dans le cadre du programme NTERREG IIIB « Espace Caraïbe » (Union européenne)

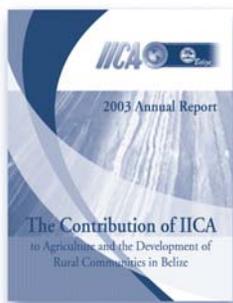
Gestion de l'environnement

- Promotion du développement de la culture et du commerce de produits organiques certifiés avec l'Association des consommateurs et des cultivateurs de produits organiques (OGCA)
- Conduite de l'organisation et de la tenue du symposium régional sur les cultures organiques, sous le thème « Une nouvelle vision pour l'agriculture : la production organique - la solution de rechange saine », auquel ont assisté 13 pays membres
- Participation active au Programme environnemental de la région des Caraïbes (CREP), financé par l'UE, qui appuie les agriculteurs pratiquant la culture organique dans le district de Scotland
- Appui à la recherche dans le domaine de la médecine traditionnelle et à la commercialisation de celle-ci à la Barbade, en utilisant la méthodologie TRAMIL

Modernisation institutionnelle

- Appui offert à la Commission du développement rural pour faciliter le renforcement institutionnel

Belize



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Services de conseils techniques offerts au ministre de l'Agriculture et des Pêches avant qu'il assume les fonctions de président pro tempore du CAC en juillet 2003, dans le cadre de l'exercice, par le Belize, des fonctions de présidence pro tempore du SICA
- Appui logistique pour permettre à deux techniciens du Belize de participer à la réunion du Comité des MSP de l'OMC tenue à Genève
- Soutien offert afin de permettre à deux techniciens du Belize de participer au forum régional sur la commercialisation des fruits tropicaux tenu en El Salvador, les 27 et 28 novembre
- Diffusion d'informations pertinentes au personnel technique sur l'élaboration de méthodologies de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) et du marché commun des Caraïbes (CARICOM)
- Consultations préliminaires avec des fonctionnaires du ministère du Commerce en vue de l'élaboration d'un modèle acceptable par l'ensemble du secteur privé, sur des questions relatives au commerce international

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Appui logistique et soutien en matière de coordination offerts dans le cadre du projet SAQS pour la réalisation de trois activités au Belize, dont des services de conseil pour l'établissement d'un organisme régional chargé de coordonner les activités en matière de protection

sanitaire agricole, un atelier sur l'analyse des risques posés par les parasites animaux et sur la surveillance des maladies, et un atelier en vue de la mise en place d'une législation relative à un système d'intervention en cas d'urgences zoonosaires

- Fourniture d'un appui technique pour l'élaboration d'un plan d'action national relatif à la mise en œuvre des accords sur les MSP de l'OMC
- Diffusion d'information aux autorités pertinentes par le biais du bulletin électronique « Access »
- Appui à l'Agence d'hygiène agricole du Belize (BAHA) pour engager des consultants extérieurs chargés d'offrir une formation en apiculture et en analyse des risques associés aux parasites, dans le cadre de son programme de perfectionnement du personnel
- Formation supplémentaire offerte par le biais du projet SAQS au personnel de la BAHA dans le domaine de l'élaboration de procédures et de protocoles de quarantaine

Renforcement des collectivités rurales

- Appui technique offert pour la conception et la construction d'une usine de transformation du marañon, le montage de l'équipement de transformation du marañon en El Salvador, l'installation de l'équipement au Belize et la formation des membres de la coopérative de producteurs de marañon au sujet de l'utilisation et de l'entretien de l'équipement
- Formation technique offerte à des agriculteurs et des vulgarisateurs dans le domaine de la multiplication des semences et des pratiques agronomiques pour le marañon, la banane, l'igname, la yucca et l'ananas, en appui au programme de diversification agricole du ministère de l'Agriculture
- Formation au sujet des procédures de sélection et d'introduction de germoplasme améliorée pour la yucca, et de la gestion et du contrôle de la Sigatoka noire

Développement du capital humain

- Acquisition et installation d'équipement pour l'exploitation du Centre d'information et de documentation; collecte et catalogage de documents et lancement des activités du Centre à l'intention des étudiants, des agriculteurs et des techniciens
- Lancement des travaux en vue de l'établissement d'une plate-forme agricole qui permettra aux intervenants d'interagir et d'élargir leur approche de l'agriculture

Gestion de l'environnement

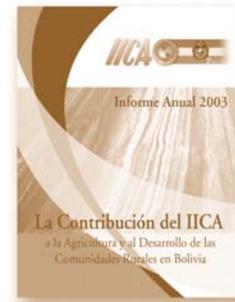
- Exécution, de concert avec une ONG locale, Tress Belize, d'un projet d'éco-agriculture, parrainé par le programme de subventions du PNUD, en vue d'élaborer et d'adopter un modèle d'exploitation agricole respectueux des corridors biologiques et des réserves naturelles voisines
- Distribution de documents sur l'agroforesterie aux autorités concernées, grâce aux efforts progressifs de l'IICA et du CATIE

Modernisation institutionnelle

- Aide offerte à la BAHA pour l'élaboration d'un plan d'action national en vue de la mise en œuvre des mesures de l'OMC en ce qui a trait à l'hygiène animale, la protection phytosanitaire, l'innocuité des aliments et les mesures de quarantaine
- Assistance technique dans le processus de transformation de la Central Farm en Institut de recherche et de développement agricoles du Belize (BIARD)
- Préparation d'une stratégie à moyen terme pour le développement du secteur agricole du Belize, avec un soutien technique du siège de l'Institut, des spécialistes régionaux des régions centrale et andine, et de consultants engagés par l'Institut. Le document final

servira de guide stratégique pour le ministère de l'Agriculture et d'autres institutions qui appuient le développement du secteur agricole du Belize

Bolivie



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Coopération avec le Groupe inter-institutionnel agricole pour l'analyse des positions officielles du pays dans les forums de l'OMC, de la ZLÉA et de la Communauté andine
- Tenue de trois séminaires sur les négociations commerciales agricoles
- Réalisation d'une étude sur la situation et les perspectives de l'agriculture dans le pays
- Poursuite de l'appui offert au Comité national de la compétitivité de la quinoa
- Appui au MACA avec l'élaboration d'une proposition en vue d'établir un secrétariat technique chargé de surveiller les chaînes de production prioritaires

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Participation au processus de renforcement institutionnel du SENASAG
- Appui au Programme national d'éradication de la fièvre aphteuse, grâce auquel Chiquitanía a pu être déclarée zone indemne de cette maladie en raison de la vaccination des animaux
- Lancement d'un projet de détection des mouches des fruits à Cochabamba, avec la participation du SENASAG, du DAI-CONCADE et de l'IICA

Renforcement des collectivités rurales

- Appui au MACA dans l'analyse de la Stratégie nationale de développement agricole et rural, axée sur les chaînes de production agricole
- Assistance au Système bolivien de technologie agricole, avec le parachèvement de 11 projets de technologie agricole et la poursuite de l'exécution de 34 autres projets
- Poursuite de l'exploitation du Système d'information sur les chaînes de production agricole

Intégration hémisphérique

- Appui au MACA et au ministère des Affaires étrangères dans la préparation et la tenue, à Tarija, du VIIe Forum ibéro-américain des ministres de l'Agriculture
- Appui au MACA dans les activités d'intégration régionale dans le cadre du CAS

Développement du capital humain

- Formation de 49 chercheurs et agents du SIBTA par l'intermédiaire du PROCANDINO, du PROCITROPICOS et du PROCISUR
- Formation de 244 personnes au sujet des chaînes de production agricole et de la compétitivité

Gestion de l'environnement

- Lancement, en Bolivie, du Programme de lutte contre la désertification et d'atténuation des effets de la sécheresse en Amérique du Sud
- Poursuite de l'exécution de projets GTZ-IICA, par l'intermédiaire du Fonds régional de technologies appropriées pour la gestion durable des ressources naturelles (FOMRENA)

Modernisation institutionnelle

- Consolidation du Réseau d'information et de documentation agricoles de la Bolivie
- Appui à l'Institut national de réforme agraire dans son processus d'institutionnalisation de ses postes de direction, techniques et administratifs
- Progrès dans la restructuration institutionnelle de la Chambre de l'agriculture de l'Orient

Brésil



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Élaboration d'un document d'information concernant la Loi sur le bioterrorisme adoptée par les États-Unis et ses répercussions sur les exportations agroalimentaires du Brésil
- Appui à la Fondation Silva dans la mise en œuvre du Programme de promotion des exportations du secteur de l'agriculture familiale, de concert avec la BID et le ministère du Développement agricole
- Gestion des programmes des Agences régionales de commercialisation (Arcos) et des programmes de développement rural durable (PDRS)

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Coordination, avec le ministère de l'Agriculture, de la mise en œuvre d'un plan visant à maîtriser et à éradiquer le parasite *Bactrocera carambolae* dans l'État d'Amapá

- Appui au ministère de l'Agriculture dans l'exécution du Programme national de contrôle et d'amélioration de la qualité du lait et des produits laitiers

Renforcement des collectivités rurales

- Contribution au renforcement des collectivités rurales, dans le cadre des projets de lutte contre la pauvreté rurale financés par la Banque mondiale dans les États choisis
- Amélioration, grâce aux projets susmentionnés, de la qualité de vie et des revenus des populations pauvres, ainsi que de l'accès à l'infrastructure sociale et économique
- Adoption, dans le cadre du Projet de crédit fiduciaire, d'une approche du développement qui privilégie les avantages comparatifs de chaque territoire rural
- Appui, de concert avec l'INCRA, à la consolidation de la petite agriculture familiale et à la mise en œuvre de projets de réforme agraire

Développement du capital humain

- Formation de bénéficiaires des projets de coopération technique de l'Institut, avec une perspective systémique dans la formulation et l'exécution de projets

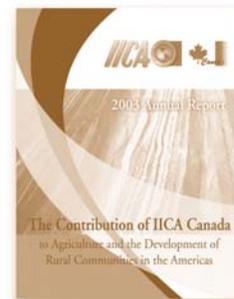
Gestion de l'environnement

- Mise en œuvre du Programme de lutte contre la désertification et d'atténuation des effets de la sécheresse en Amérique du Sud
- Renforcement des capacités de diverses organisations dans la recherche de solutions aux problèmes socio-économiques et environnementaux créés par la désertification
- Recherche de solutions pour promouvoir l'utilisation rationnelle des ressources hydriques dans les activités agricoles, de concert avec le ministère de l'Environnement

Modernisation institutionnelle

- Renforcement des capacités techniques, institutionnelles et de gestion du DNOCS pour l'exploitation rationnelle des ressources hydriques dans le Nord-Est du Brésil
- Renforcement des capacités institutionnelles du ministère de l'Intégration nationale dans les domaines de la formulation de politiques, de l'utilisation d'instruments de développement régional et de la mise en œuvre de programmes intégrés de développement du milieu rural
- Élaboration, avec le ministère de l'Intégration nationale, d'une proposition pour la conception et l'exécution de programmes structurants des Axes nationaux d'intégration et de développement

Canada



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Facilitation des liens commerciaux et agro-industriels entre le Canada et les Amériques, en réponse aux demandes d'information, de contacts et de réseaux dans les Amériques de la part d'intervenants canadiens
- Coparrainage de la Conférence de Montréal

Promotion de la l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Appui aux efforts visant à bâtir des capacités dans le cadre de l'initiative de l'OMC sur les MSP, et création d'un comité sur les MSP appelé à servir de tribune pour les échanges de critères, la résolution de problèmes et la prestation de services de coopération

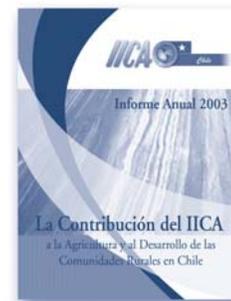
- Soutien constant aux efforts de collaboration dans le domaine de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole entre le Canada et l'ALC, tels que, par exemple, les efforts progressifs de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) pour améliorer les capacités de diagnostic des maladies exotiques des animaux qui présentent une importance économique pour le Canada, par le biais de l'octroi de bourses et d'échanges de professionnels
- Appui permanent à l'octroi de bourses et aux échanges de professionnels comme moyen d'améliorer la collaboration, les connaissances et la constitution de réseaux entre l'ALC et l'Institut de recherches vétérinaires (IRV), situé à Nepean (Ontario).
- Tenue d'un séminaire sur l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), en collaboration avec l'ACIA, en vue d'améliorer les communications, la compréhension et l'application du code de l'ESB et de faciliter le dialogue et les entreprises conjointes entre les Amériques pour l'évaluation de ce code
- Parrainage, en collaboration avec Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAAC), du Quatrième Congrès international annuel sur l'innocuité des aliments, tenu à Guadalajara, Mexique

Renforcement des collectivités rurales

- Co-parrainage et participation à la Conférence nationale sur la jeunesse rurale, tenue à Orillia (Ontario), Canada, dans le cadre de laquelle l'Institut a joué un rôle clé dans la promotion du dialogue et la fourniture d'un appui à la mise en place de l'infrastructure pour bâtir des capacités de formation de réseaux entre jeunes ruraux canadiens et jeunes d'Amérique latine
- Collaboration permanente avec le Secrétariat rural en vue de la tenue de la Troisième Conférence rurale nationale à Red Deer (Alberta), à la fin de l'année 2004

- Collaboration avec des institutions universitaires en vue d'harmoniser les projets de développement durable avec les priorités du gouvernement, telles que définies par divers ministères
- Coparrainage du Premier Atelier sur le transfert de technologie entre le Canada et l'Amérique latine (CANLATT), de concert avec le Conseil national de recherches du Canada (CNRC), le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI)
- Facilitation des réunions du Groupe de direction du PROCINORTE, de l'Initiative des bibliothèques agricoles et des services d'information et du Groupe de recherche sub-tropicales et tropicales

Chili



Faciliter de la compétitivité et du commerce mondial

- Appui afin que le secteur universitaire et les intervenants des secteurs agricoles public et privé comprennent le principe, les instruments et le fonctionnement de la bourse des produits agricoles
- Constitution du Réseau des politiques agricoles par les institutions agricoles des pays membres du MERCOSUR
- Coordination du Groupe de négociateurs agricoles (GINA-Sur) pour établir des positions communes face à la ZLÉA et à l'OMC
- Création de tables de concertation avec des producteurs de produits laitiers et des entités publiques et privées, afin d'aider les producteurs à tirer profit des avantages compétitifs et à s'insérer sur les marchés internationaux

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Appui au SAG et à la Faculté d'agronomie de l'Université de Concepcion dans l'élaboration de l'étude des maladies et des parasites qui affectent les troupeaux du pays
- Appui au Comité interministériel sur les accords avec l'OMC dans le domaine des questions sanitaires et phytosanitaires (coordonné par le ministère des Affaires étrangères)
- Appui au SAG dans l'élaboration du Programme de formation des vétérinaires dans le domaine des problèmes émergents de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

Renforcement des collectivités rurales

- Coordination inter-institutionnelle du « Grupo Técnico PDA - Convento Viejo II »
- Cours de formation, en collaboration avec l'INDAP, à l'intention de productrices du secteur rural
- Participation de professionnels aux travaux du Groupe de développement rural durable

Intégration hémisphérique

- Présentation, de concert avec la CODESSER, du Cours latino-américain sur l'enseignement agricole, sous les auspices de la Coopération suisse
- Diffusion de connaissances et de données d'expérience sur les accords commerciaux signés par le Chili avec l'UE et les États-Unis

Développement du capital humain

- Appui à des professionnels d'institutions agricoles publiques de la VIe Région pour la mise en œuvre de

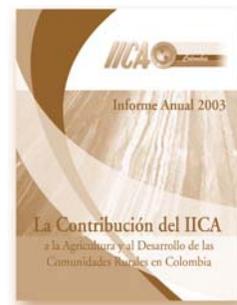
la méthodologie axée sur l'approche territoriale du développement rural durable

- Collaboration avec des institutions publiques, privées et universitaires du secteur agricole en vue de la tenue des IVe et Ve éditions du Forum national sur l'enseignement agrosylvopastoral et rural
- Appui aux ministres de l'Économie, de l'Éducation et du Travail dans le cadre du programme « Chile Califica », qui a pour objectif de promouvoir un système national d'éducation continue et permanente
- Services de coopération offerts à trois universités en vue de moderniser les programmes d'agronomie, de médecine vétérinaire, de génie civil agricole et de foresterie
- Appui permanent au groupe de travail « Formación y Capacitación Campesina » (Formation paysanne) du sous-secrétariat du ministère de l'Agriculture

Gestion de l'environnement

- Appui aux habitants ruraux de la VIIe Région en ce qui a trait aux techniques et méthodes de protection de l'environnement

Colombie



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Renforcement du caractère institutionnel des politiques nationales en matière de compétitivité
- Fourniture, par l'intermédiaire de l'Observatoire des chaînes agroalimentaires, d'indicateurs

relatifs à 23 chaînes, consolidation de nouvelles chaînes et progrès dans l'analyse de la compétitivité régionale

- Appui à l'implantation de la chaîne de la viande
- Diffusion de la Loi sur le bioterrorisme adoptée par les États-Unis

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Promotion du Réseau d'experts en innocuité des aliments
- Appui au CEF pour le recrutement et la formation du personnel technique
- Assistance pour le recensement de bases de données nationales sur les parasites et les maladies
- Appui à la formation au sujet d'aspects prioritaires de la protection sanitaire et de l'innocuité des aliments

Renforcement des collectivités rurales

- Création et mise en œuvre de l'Observatoire du développement rural
- Collaboration en vue de l'établissement des « Zonas de Reserva Campesina » (Zones de réserve paysanne) et de l'élaboration de la politique de la femme rurale
- Conversion d'organisations paysannes en micro-entreprises, par l'intermédiaire du PADEMER
- Assistance offerte au fonds « Emprender » (Entreprendre) dans les domaines de la commercialisation et de l'industrie agroalimentaire
- Appui au PRONATTA pour le cofinancement et le suivi de projets technologiques
- Soutien technique dans 21 projets de production exécutés dans des zones marginales
- Appui à la conception et à la mise en œuvre d'un nouveau modèle d'assistance technique en milieu rural
- Consolidation de 20 programmes régionaux avec 156 projets, en appui au fonds DRI

Intégration hémisphérique

- Coopération avec les bureaux de l'IICA au Mexique et au Brésil pour renforcer les institutions en faveur du développement rural durable
- Soutien à l'intégration frontalière colombo-vénézuélienne
- Élaboration d'un programme de développement forestier, en coopération avec le Chili
- Renforcement des liens avec le CICADEP dans les domaines du développement rural et de la formation

Développement du capital humain

- Formation de professeurs dans l'utilisation des technologies d'enseignement à distance
- Renforcement de la formation dans les domaines de l'agriculture écologique et de l'enseignement rural

Gestion de l'environnement

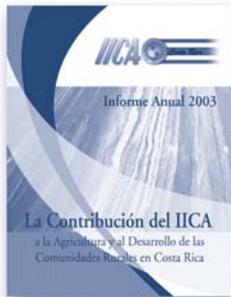
- Appui à des projets d'évaluation de la diversité édaphique et des ressources fauniques
- Soutien à un projet de construction d'un lac pilote pour recueillir les pluies
- Appui à la création de la Cámara Ambiental Colombiana-2005 (Chambre de l'environnement de la Colombie)
- Intégration d'acteurs clés en ce qui a trait à l'innovation technologique régionale

Modernisation institutionnelle

- Élaboration de programmes afin de consolider les institutions dans les municipalités de Cundinamarca
- Appui à l'évaluation des modèles des sociétés mixtes colombiennes
- Renforcement des systèmes d'information agricole, dans le cadre du SNCTA

- Consolidation de l'Unité de l'agrobusiness du bureau de l'IICA en Colombie
- Appui au PER pour mener à bien la décentralisation des AED

Costa Rica



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Implantation d'une nouvelle plate-forme d'exportation vers les États-Unis
- Relèvement du niveau d'alerte nationale en relation avec la loi sur le bioterrorisme
- Élaboration d'une étude sur 15 sous-secteurs du secteur des aliments, présentée à l'équipe nationale qui négocie l'accord de libre-échange entre l'Amérique centrale et les États-Unis
- Renforcement des capacités de l'Unité du commerce agricole et de la compétitivité dans les domaines du commerce international et des systèmes agroalimentaires
- Élaboration, avec des ressources du PRODAR, d'un projet de règlement pour les indications géographiques et les appellations d'origine

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Renforcement de la Commission inter-institutionnelle de l'innocuité des aliments et de ses sous-groupes dans les domaines de l'information et de la formation au sujet de l'innocuité des aliments

- Élaboration d'une proposition en vue de la création d'un système national d'innocuité des aliments
- Application du modèle de système de PSAIA dans le cadre du projet intitulé « Mejoramiento de la Calidad, Inocuidad y Mercado de la Carne Bovina en Centroamérica » (Amélioration de la qualité, de l'innocuité et du marché de la viande bovine en Amérique centrale)
- Sélection de fermes d'élevage pour mettre en œuvre les innovations technologiques qui permettent d'accroître la productivité et de surveiller l'état sanitaire des troupeaux

Renforcement des collectivités rurales

- Application, dans le cadre du partenariat OPS/IICA, du modèle « Sécurité alimentaire nutritionnelle » dans le canton de Talamanca, caractérisé par un faible indice de développement
- Établissement d'un partenariat avec la Banco Nacional pour travailler sur des questions concernant les banques de développement, l'information, les micro-entreprises, le microcrédit et l'agrotourisme
- Élaboration d'un protocole afin d'évaluer le potentiel entrepreneurial de divers groupes, ainsi que d'une méthodologie pour élaborer des projets d'entreprise tenant compte de la perspective hommes-femmes

Développement du capital humain

- Réalisation d'une étude sur la formation dans les domaines de l'agrobusiness et de l'innocuité des aliments
- Présentation de cours sur l'HACCP, l'administration d'exploitations agricoles et le commerce électronique
- Tenue de dialogues sur la culture fruitière, les micro-entreprises, l'accord de libre-échange entre l'Amérique centrale et les États-Unis, et le bioterrorisme
- Parachèvement du processus d'amélioration de l'enseignement technique professionnel

- Rénovation du système d'information INFOAGRO (www.infoagro.go.cr)

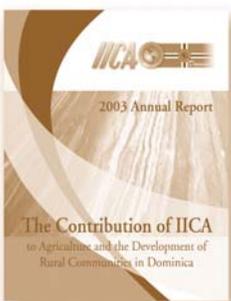
Gestion de l'environnement

- Participation à des initiatives de production organique dans le cadre de la « Stratégie nationale de production organique », ce qui a renforcé le MAOCO
- Élaboration, de concert avec le SENARA, du projet de Programme de gestion, de conservation et de gestion durable des ressources hydriques

Modernisation institutionnelle

- Remodelage et renforcement du programme de développement rural, grâce à un nouvel accord avec l'IICA
- Lancement du processus d'amélioration qualitative du programme d'agronomie de l'UCR
- Révision du modèle institutionnel de l'INTA, avec l'appui de l'Université de Campinas (Brésil)

Dominique



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Tenue des séminaires intitulés « Négociations agricoles : comprendre les enjeux » et « Accès aux marchés : comprendre les enjeux »
- Élaboration d'un cadre de référence pour l'établissement d'un Forum inter-institutionnel sur

l'agriculture et le commerce afin de renforcer l'action du Comité national consultatif sur le commerce

- Organisation et tenue du séminaire national intitulé « Liens entre l'agriculture et le tourisme : défis et possibilités pour les agro-entrepreneurs de la Dominique »
- Facilitation, par la FAVA/CA, de la formation de 25 agro-entrepreneurs dans le domaine du commerce électronique

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Aide dans l'établissement du Comité directeur national de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments et dans la préparation de l'ébauche du cadre de référence
- Appui offert dans le cadre du programme de lutte contre le virus de la tristezza des agrumes
- Tenue d'un atelier d'une journée consacré à l'analyse qualitative des risques du point de vue de la protection phytosanitaire

Renforcement des collectivités rurales

- Exécution du projet intitulé « Renforcement de la participation des jeunes marginalisés du processus de développement des États des caraïbes orientales », financé par l'UNESCO
- Établissement d'un fonds de crédit de roulement, en collaboration avec la Fondation nationale pour le développement
- Tenue de l'atelier intitulé « Définition, élaboration et exécution de projets »
- Appui offert en vue de l'établissement et du renforcement de l'Association des éleveurs de lapins de la Dominique

Intégration hémisphérique

- Efforts déployés afin d'établir la section locale de la CABA

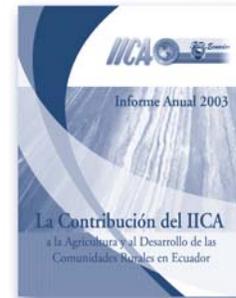
Développement du capital humain

- Appui à la participation de techniciens du ministère de l'Agriculture à des stages de formation sur les BPA et au Symposium sur la culture organique
- Collaboration dans le cadre du projet de SAQS en vue de faciliter la participation à des ateliers régionaux sur les redevances payées par des usagers et la récupération des coûts, sur les analyses des risques des points de vue de l'hygiène animale et de la protection des cultures et sur la quarantaine phytosanitaire
- Appui offert à des techniciens du secteur privé dans l'analyse des risques de crédit

Gestion de l'environnement

- Promotion de technologies pour améliorer la production et la compétitivité sur le plan local en ce qui a trait à la culture organique de la grenadille, de la banane et de l'ananas
- Assistance offerte à l'Association des producteurs d'ananas de Nature Island (NIPPA) en vue de l'obtention d'une subvention dans le cadre du Programme de l'agriculture et des pêches des Caraïbes
- Obtention de matériel et d'intrants pour l'établissement de parcelles de démonstration de culture organique de la grenadille
- Établissement d'une parcelle de démonstration de culture organique de la grenadille
- Tenue de l'atelier de sensibilisation intitulé « Établissement des bases de l'industrie horticole organique dans les Caraïbes », en collaboration avec l'ACDI/CPEC et le CARDI

Équateur



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Promotion du circuit du cacao organique, en collaboration avec la GTZ
- Établissement d'une base statistique pour définir des indicateurs de compétitivité
- Appui au MAG dans l'élaboration du Plan stratégique à l'horizon 2015
- Adhésion du Comité national de suivi à la Loi sur le bioterrorisme adoptée par les États-Unis

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Poursuite de l'exécution du Programme d'inspection des bananes et des musacées d'exportation
- Coopération dans le but d'établir une base de données à références spatiales sur la Sigatoka noire et d'élaborer un projet de reconversion de petits producteurs de bananes dans la province d'El Oro

Renforcement des collectivités rurales

- Élaboration des composantes de la phase III du Projet d'appui à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles, financé par le COSUDE
- Mise au point, par l'intermédiaire du FOMRENA, de technologies pour l'exploitation des ressources naturelles et négociation d'un accord de coopération afin de continuer à travailler avec ce Fonds
- Appui au Fonds de développement local du microfinancement (FONLOCAL)

Intégration hémisphérique

- Soutien pour la tenue de la Réunion andine des ministres de l'Agriculture
- Analyse du contenu et de la portée de la Politique agricole commune andine (PACA)
- Appui à l'élaboration de projets de développement frontalier entre la Colombie et le Pérou

Développement du capital humain

- Constitution du Réseau des universités pour le développement agricole
- Transfert d'information par voie électronique sur le matériel produit par l'Institut
- Présentation de cours de formation sur des questions stratégiques
- Officialisation de 12 accords de coopération avec des universités
- Présentation d'un cours « présentiel » pour des tuteurs en HAPCC
- Établissement des Comités nationaux chargés des questions relatives au Codex Alimentarius et aux MSP de l'OMC

Modernisation institutionnelle

- Assistance pour l'élaboration de deux projets de financement extérieur des ministères du Bien-être social et de l'Agriculture, financés avec des fonds du FIDA et de la BID
- Délégation à l'IICA de la gestion de la Table de concertation sur la sécurité alimentaire et le développement rural
- Établissement et promotion du modèle dénommé SINADER, avec une proposition générale pour promouvoir une action inter-institutionnelle

- Tenue de la Première Rencontre entre universités et secteur agroalimentaire, dans le cadre des mesures visant à promouvoir le dialogue pour financer la recherche
- Concertation de 257 accords de coopération à la suite des travaux des tables de négociation sur les produits et les services technologiques
- Progrès dans la recherche et la concertation d'actions dans 12 chaînes agro-industrielles

El Salvador



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Appui financier de l'IICA à la réalisation du Foro Internacional sobre Agronegocios de Frutas Tropicales (Forum international des agro-entrepreneurs en fruits tropicaux), en collaboration avec le MINEC, le PROESA et le programme FRUTALES (Arbres fruitiers)
- Collaboration avec le programme FRUTALES. Dans le cadre de ce programme, 1.568 ha ont été plantés d'arbres fruitiers et de nouveaux produits agro-industriels ont fait l'objet d'une promotion
- Financement octroyé au Projet de réactivation de l'indigo, en collaboration avec la BCIE et le PRODAR, ce qui s'est traduit par une augmentation des rendements de 63%
- Collaboration financière, de concert avec la CAMAGRO et l'INSAFORP pour la mise en oeuvre de la Plate-forme pour l'exportation, qui a bénéficié à 15 entreprises et a permis également de former 21 entrepreneurs

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Services consultatifs sur les conditions d'admission des produits frais aux États-Unis
- Installation de zones indemnes et de zones à faible prévalence de la mouche du fruit
- Élaboration d'un plan d'installation d'un Centre d'excellence phytosanitaire, avec la collaboration des fonctionnaires du MAG, de l'USDA-FAS et de l'APHIS

Renforcement des collectivités rurales

- Création de 35.155 journées de travail, dans le cadre du PAES, qui ont représenté des revenus se montant à 120.533 dollars
- Préparation et réalisation de 30 ateliers, auxquels ont participé 440 personnes, sur le diagnostic rural participatif dans les zones d'influence du PRODERT
- Promotion de l'établissement d'un circuit écotouristique, en collaboration avec l'ADIZAL

Développement du capital humain

- Collaboration apportée au programme FRUTALES pour la réalisation de 210 manifestations axées sur le développement des compétences, auxquelles ont participé 3.849 personnes
- Réalisation, par l'intermédiaire du programme FRUTALES, de huit visites sur le terrain, y compris des visites au Honduras, au Mexique et au Guatemala, auxquelles ont participé 238 personnes
- Formation de membres des Comités de commercialisation, dans le cadre du PAES, sur des aspects de l'emballage et des négociations, le contrôle de la qualité, l'agro-industrie et le traitement des fruits, des légumes et des céréales

- Formation à la teinture à l'indigo de plus de 80 producteurs et artisans
- Formation à l'extraction de l'indigo de 419 personnes et transfert des résultats des recherches réalisées

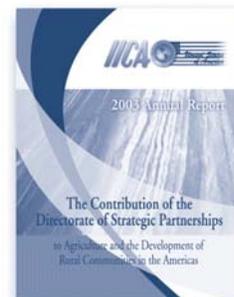
Gestion de l'environnement

- Appui accordé au PAES pour la mise en œuvre de technologies et de pratiques de conservation des sols, l'agrosylviculture et la diversification agricole, ce qui a eu un impact sur 4.882 ha

Modernisation institutionnelle

- Collaboration pour la création de trois organisations de producteurs en appui au Comité promoteur de la fruiticulture
- Établissement d'un accord avec le MINEC, le MAG, l'EXPRO, la CAMAGRO et la COEXPORT visant à institutionnaliser l'expérience des plateformes d'exportation

États-Unis d'Amérique



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Présentations sur les tendances actuelles de l'agriculture aux associations de commerce des États-Unis et dans des forums internationaux
- Leadership exercé dans l'initiative « Monterrey Bridge » afin d'identifier les alliances stratégiques

et formuler des politiques propres à améliorer les liens entre les organisations publiques internationales et la société civile autour des questions agricoles et environnementales qui ont une dimension mondiale

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Renforcement des relations de travail avec l'USDA par des actions continues portant sur l'innocuité des aliments, les politiques commerciales et les partenariats entre les secteurs public et privé, y compris le programme de formation de compétences en MSP et l'impulsion donnée à l'idée de créer un institut de formation en innocuité des aliments pour tout l'hémisphère
- Participation aux discussions sur le financement futur et l'exécution du Programme d'aide fédérale intitulé « Participation aux réunions du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC », qui a permis à tous les pays de l'hémisphère d'assister, pour la première fois, aux réunions qui se sont tenues à Genève et suivi de ces discussions
- Facilitation de présentations faites par le Directeur général dans différents forums mondiaux sur les thèmes de l'intégration hémisphérique, du commerce régional et de la protection sanitaire agricole, conjointement avec l'OPS, la BID et l'OEA

Intégration hémisphérique

- Commémoration du sixième anniversaire du bureau de l'IICA aux États-Unis, conjointement avec l'Association nationale des ministères de l'Agriculture des différents États, en rendant hommage aux contributions au développement agricole de l'hémisphère de 60 éminents citoyens des États-Unis.

- Tenue d'une réunion du Conseil trinational afin de déterminer la manière de mettre en œuvre les priorités dégagées dans le domaine de l'agriculture pour l'année 2004 dans les pays de l'ALENA
- Création d'un secrétariat technique chargé de superviser les progrès du programme PROCINORTE et de contribuer à produire un effet multiplicateur des ressources attribuées à ce programme et aux groupes de travail sur l'innocuité des aliments, les banques de germoplasme ainsi que la science et la technologie.

Développement du capital humain

- Participation active aux manifestations du Consortium de l'éducation à distance des États-Unis (ADEC), y compris avec un discours sur les initiatives d'éducation à distance, lors de la réunion annuelle du Consortium.

Gestion de l'environnement

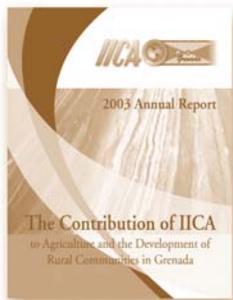
- Accord visant à coparrainer le Congrès international de l'agrosylviculture qui se tiendra en Floride en 2004
- Désignation comme l'organisme chargé d'exécuter le Programme d'arboriculture durable des Amériques, conjointement avec le programme PROCITROPICOS et la Fondation mondiale du cacao.

Modernisation institutionnelle

- Appui accordé, en collaboration avec le Département d'État des États-Unis, aux initiatives mises en œuvre dans les États membres qui renforcent l'influence et les capacités de l'Institut en matière de programmes de développement agricole et rural et qui bénéficient du soutien de l'USDA
- Collaboration avec l'USAID pour le développement d'initiatives au Honduras et en Colombie

- Établissement de partenariats stratégiques avec des fonctionnaires gouvernementaux directement intéressés afin d'étendre la portée des échanges de professionnels et de techniciens entre les États-Unis et les autres États membres

Grenade



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Réalisation de deux séminaires, de deux ateliers et d'une activité conjoncturelle sur la compétitivité et le commerce mondial, centrés sur des thèmes relatifs au commerce des produits agricoles
- Tenue d'ateliers centrés sur l'esprit d'entreprise et les bonnes pratiques en agriculture

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Contribution à la création d'un Comité national de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments, avec l'exécution du Projet de renforcement des services de quarantaine agricole dans les Caraïbes, projet financé par l'UE.
- Aide à l'amélioration des capacités nationales appelées à affronter les situations d'urgence liées à la protection sanitaire animale et végétale, par le biais d'une série d'ateliers de formation au niveau local et à l'étranger apportée par une série d'ateliers de formation organisés sur le plan local et à l'étranger

- Facilitation de la formation à l'étranger d'un technicien du ministère de l'Agriculture en contrôle biologique de la mouche des fruits des Antilles occidentales (*Anastrepha obliqua*)

Renforcement des collectivités rurales

- Aide accordée aux membres des collectivités rurales, spécialement aux jeunes et aux femmes, pour l'acquisition de savoir-faire techniques dans le domaine de l'apiculture, de la production et de la commercialisation
- Appui apporté pour l'établissement du Forum de l'agriculture de la Grenade pour les jeunes et du Conseil consultatif national pour le développement durable

Développement du capital humain

- Facilitation de la participation de jeunes agro-entrepreneurs à un cours intensif de deux semaines en informatique, focalisé plus spécialement sur les logiciels Word, Excel, Access et l'Internet
- Facilitation de la participation de techniciens agricoles à des cours de courte durée à l'étranger

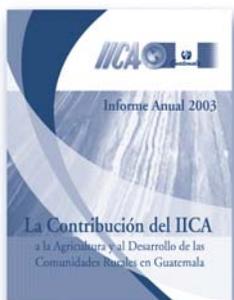
Gestion de l'environnement

- Promotion de l'usage de pratiques agricoles sans danger pour l'environnement dans le cadre d'un atelier de sensibilisation, d'une durée de deux jours, à l'agriculture biologique

Modernisation institutionnelle

- Amélioration des capacités de réorganisation du ministère de l'Agriculture, grâce aux résultats de l'étude intitulée « Plan pour la restructuration de l'Unité d'audit administratif », réalisée sous la direction de l'IICA

Guatemala



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Formation et familiarisation de spécialistes des secteurs public et privé à l'application de l'approche participative pour l'amélioration de la compétitivité des systèmes agroalimentaires
- Conclusion des démarches entreprises en vue de l'exécution, par l'IICA, du Projet d'amélioration

de la compétitivité de la filière produits laitiers dans la Région sud-ouest

- Renforcement du CONADEA avec l'élaboration du Plan stratégique 2004-2010
- Contribution à la conception de stratégies pour la négociation du lait, de la viande de bœuf et des principales céréales dans le cadre du Traité de libre-échange entre l'Amérique centrale et les États-Unis
- Coopération technique en faveur des petits producteurs agricoles de la région du Trifinio pour la mise en application de processus de commercialisation associative

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Conception d'un mécanisme visant à améliorer la gestion des mesures sanitaires et phytosanitaires par le MAGA

Renforcement des collectivités rurales

- Coopération technique en faveur du Projet de développement rural durable dans des zones

écologiquement fragiles de la région du Trifinio (PRODERT) pour l'amélioration du rendement des activités de production, d'organisation, de gestion et de commercialisation

- Appui aux femmes rurales du CIBMUR afin qu'elles améliorent leur représentativité par l'intermédiaire de leur incorporation au REDAR et au Réseau des femmes rurales et afin qu'elles fassent des démarches couronnées de succès pour obtenir des ressources non remboursables

Intégration hémisphérique

- Appui au MAGA pour la préparation d'une proposition destinée au Plan d'action AGRO 2003-2015

Développement du capital humain

- Renouvellement de la convention de coopération technique avec l'Université de San Carlos ayant pour but de poursuivre le renforcement de la qualité de l'enseignement agricole supérieur
- Organisation d'équipes de formateurs pour l'enseignement et le perfectionnement à distance en HACCP et en gestion des exploitations agricoles

Gestion de l'environnement

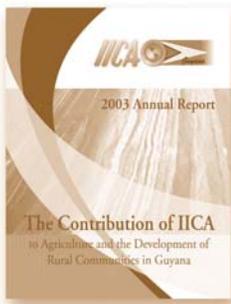
- Coopération technique en faveur du Programme de protection des forêts du Petén du MAGA et formulation d'une proposition de projet visant à éradiquer le scarabée du pin (*Dendroctonus frontalis*)

Modernisation institutionnelle

- Contribution en vue d'obtenir l'approbation et la ratification de la politique en faveur de la jeunesse rurale du MAGA et de la politique pluriculturelle relative à l'encadrement et à la participation des jeunes du ministère de la Culture et des Sports

- Appui à la création des Unités de la parité hommes-femmes au sein du ministère de l'Environnement et des Ressources naturelle et du ministère de l'Énergie et des Mines et pour l'élaboration et la validation du Plan stratégique du Fonds de développement autochtone guatemaltèque (FODIGUA)

Guyane



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Promotion de la participation aux marchés mondiaux et nationaux en mettant à la disposition des agriculteurs et des agro-industries des informations et des services consultatifs sur les exigences du marché
- Organisation d'un atelier et distribution d'informations sur la Loi américaine contre le bioterrorisme
- Amélioration de la participation des citoyens guyaniens aux négociations de l'OMC et de la ZLÉA
- Facilitation de relations commerciales et amélioration de la production qui a une valeur ajoutée
- Appui à l'établissement de liens institutionnels avec les chapitres nationaux de la CABA, du Réseau caribéen des productrices rurales (CNRWP) et le Forum des jeunes agriculteurs

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Distribution d'informations sur les principes des BPA et de l'HACCP aux personnes directement intéressées

- Tenue d'ateliers destinés aux agriculteurs, aux agro-entrepreneurs et aux fonctionnaires sur les principes des BPA et d'HACCP
- Mise en œuvre de mesures de contrôle et de quarantaine pour la cochenille du papayer
- Évaluation des résultats de l'étude sur l'escargot africain géant et la maladie des raies noires

Renforcement des collectivités rurales

- Participation au processus de certification biologique des agriculteurs de Mabaruma
- Appui au perfectionnement des producteurs de cultures biologiques de Mabaruma dans le cadre de deux ateliers réalisés à l'étranger
- Collaboration apportée au GDDP et au LEAP pour le développement de projets à Moblissa
- Formation au développement des entreprises à l'intention des communautés de la région du Rupununi
- Facilitation de la formation dispensée aux femmes des communautés de l'intérieur du pays

Intégration hémisphérique

- Planification et réalisation d'activités en rapport avec le COTED et la CWA
- Facilitation de la participation du Guyana aux conversations de l'OMC
- Appui total aux initiatives régionales (CPEC et SAQS) concernant la commercialisation des cultures horticoles biologiques ainsi que la protection sanitaire agricole et l'innocuité des aliments
- Appui aux efforts déployés par les nouveaux chapitres nationaux des organisations régionales (CABA, CACHE, CNRWP, CFYA, PROCICARIBE, CARDI)

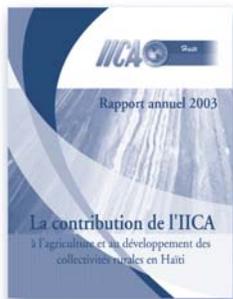
Développement du capital humain

- Facilitation et réalisation d'actions de formation portant sur des questions prioritaires du développement agricole
- Appui au Centre de ressources pour le développement rural pour ses actions de formation à l'informatique

Gestion de l'environnement

- Formation de producteurs et d'industriels avicoles aux BPA et aux principes de base de l'HACCP
- Formation d'agriculteurs à la manipulation et à l'utilisation appropriées des produits chimiques utilisés en agriculture ainsi qu'au diagnostic des infestations et des maladies et aux mesures à prendre pour faire face à leur apparition
- Appui à l'extension de la production biologique de cacao, de cœurs de palmier, d'ananas et de piments.

Haiti



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Appui à la participation de fonctionnaires et cadres supérieurs des secteurs public et privé aux principaux forums et réunions internationales sur l'agriculture et le commerce des produits agricoles
- Encouragement à la sensibilisation des entrepreneurs agricoles aux exigences en matière de compétitivité dans le nouveau contexte de la mondialisation
- Facilitation de la participation de personnalités du secteur privé aux réunions d'affaires

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Collaboration pour la lutte contre les maladies et les infestations, notamment la maladie des raies noires, la cochenille farineuse et le scolyte des baies du café
- Appui à la participation de deux hauts fonctionnaires aux réunions du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC
- Appui à la création d'un comité mixte chargé de superviser l'application des MSP
- Exécution du Programme d'éradication de la peste porcine classique et du Programme de renforcement des infrastructures de protection sanitaire agricole, financés tous deux par l'USDA

Renforcement des collectivités rurales

- Obtention d'un financement pour la mise en œuvre, dans de nouvelles zones du pays, du programme KREDIFANM en faveur des femmes rurales
- Exécution du projet PWOTOKOL qui vise l'amélioration de la production, de la transformation et de la commercialisation des produits de l'agriculture et de l'élevage
- Formation et renforcement d'organisations paysannes, en collaboration avec plusieurs ONG qui travaillent dans le milieu rural haïtien

Intégration hémisphérique

- Échanges de coopération technique, très fructueux, avec d'autres pays des Caraïbes
- Facilitation de la participation officielle aux réunions et manifestations de l'Alliance caribéenne

Développement du capital humain

- Tenue de plusieurs séminaires et ateliers de formation et de recyclage à l'intention de hauts fonctionnaires du secteur public et de cadres supérieurs du secteur privé
- Démarches pour l'obtention de bourses dans des établissements d'enseignement agricole supérieur de l'étranger

Gestion de l'environnement

- Rédaction de publications diverses sur la préservation de l'environnement
- Travaux réalisés conjointement avec la Fondation haïtienne de l'environnement et d'autres organisations publiques et privées qui travaillent en faveur de la protection de l'environnement

Modernisation institutionnelle

- Assistance technique pour l'acquisition de matériels et d'équipements pour la modernisation du fonctionnement des dépendances officielles et pour leur permettre l'accès à l'Internet

Honduras



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Appui à l'Unité de planification et de gestion du SAG en vue d'assurer le suivi des accords et des dialogues relatifs aux filières agroalimentaires (café, produits laitiers et maïs)
- Mise en œuvre d'un programme de formation ayant trait aux plateformes d'exportation

- Collaboration pour la légalisation de contrats d'exportation de fruits et de produits maraîchers
- Participation au financement et à la certification de fabricants artisanaux de produits lactés, en collaboration avec l'USDA, en vue de leur exportation vers les États-Unis
- Appui à la réalisation d'études et d'activités axées sur le dialogue et la concertation avec des acteurs des filières lait et produits laitiers et palmier à huile.
- Appui au Système d'information sur le marché des produits agricoles (SIMPAH) et au système d'information destiné aux centres de compétitivité de Comayagua et de Choluteca

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Appui technique et financier, de concert avec l'USDA, pour l'amélioration de la participation du Honduras au Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC et pour la création du Comité national chargé de coordonner l'application de ces mesures
- Collaboration avec le SENASA du SAG pour la formulation du Plan d'innocuité des fruits et légumes, en partenariat avec la FAO, l'OPS, l'USDA, l'USAID et l'ACDI

Renforcement des collectivités rurales

- Coopération avec le SAG pour la réalisation de l'audit technique du Programme national de développement rural durable
- Appui au Projet en faveur des zones écologiquement fragiles (PRODERT) du Plan Trifinio

Intégration hémisphérique

- Assistance technique pour l'obtention, à l'étranger, des technologies de production pour des cultures non traditionnelles
- Formulation de la composante nationale du Programme sur les organismes génétiquement modifiés du CAC-CORECA
- Développement de compétences en matière de négociations agricoles en prévision du Traité de libre-échange entre l'Amérique Centrale et les États-Unis

Développement du capital humain

- Perfectionnement de compétences sectorielles en analyse des filières agroalimentaires et en développement de modèles économétriques pour l'analyse du prix des produits agricoles
- Participation au Réseau mondial d'enseignement à distance de la Banque Mondiale
- Amélioration des programmes d'études des universités agricoles CURLA et UNAH
- Formation à la gestion des bases bibliographiques du SIDALC et de la Bibliothèque Orton

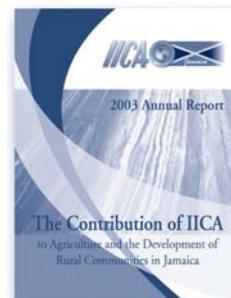
Gestion de l'environnement

- Collaboration avec le SAG pour la gestion du Comité multisectoriel contre la sécheresse et du Comité national contre la désertification

Modernisation institutionnelle

- Appui à l'UPEG du SAG pour l'institutionnalisation de la méthodologie CADIAC
- Assistance technique pour la modernisation du SENASA du SAG
- Élaboration du Plan de travail 2004 de la convention cadre conclue entre la BCIE et l'IICA

Jamaïque



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Évaluation du secteur porcin de la Jamaïque et de son potentiel économique
- Évaluation préliminaire du secteur laitier
- Appui apporté à l'amélioration de la compréhension, par le secteur privé agroindustriel, des

processus mondiaux de négociation commerciale, avec l'établissement du Centre d'échange d'informations sur le commerce

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Appui au Projet de renforcement des services de quarantaine agricole
- Appui au Comité national de coordination de la protection sanitaire agricole et de l'innocuité des aliments
- Diffusion d'informations sur la Loi américaine contre le bioterrorisme et sur les sites Internet ayant trait à l'innocuité des aliments
- Facilitation de la participation de deux fonctionnaires gouvernementaux aux réunions du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC

Renforcement des collectivités rurales

- Conception et préparation d'un document conceptuel sur un projet de développement durable pour la communauté de Charles Town

- Participation à une étude financée par l'USAID appelée à orienter les initiatives de l'Agence en faveur du développement rural durable
- Appui à un projet visant à réhabiliter des terres épuisées par l'extraction de la bauxite et à les utiliser pour l'élevage de chèvres
- Installation de systèmes d'irrigation modernes dans les exploitations agricoles, dans le cadre du Projet de soutien agricole JBI/Walkerswood/WINDALCO/IICA

Intégration hémisphérique

- Collaboration avec des agriculteurs et des propriétaires d'industries de transformation de la viande de porc du secteur privé en vue de la création de l'Association des éleveurs de porcs des Caraïbes

Développement du capital humain

- Formation dispensée dans le cadre du Projet de renforcement des avantages compétitifs des producteurs primaires, axé plus particulièrement sur les femmes rurales, qui bénéficie d'un financement de l'ACDI
- Contribution à la création officielle du Forum de l'agriculture de la Jamaïque pour la jeunesse
- Renforcement des connaissances des membres du Réseau d'information et de documentation agricoles de la Jamaïque en matière de gestion de l'information
- Action de formation, d'une durée de quatre mois, en agriculture biologique, gestion d'exploitations agricoles et commerce électronique, par le biais du Centre d'enseignement agricole et de formation à distance

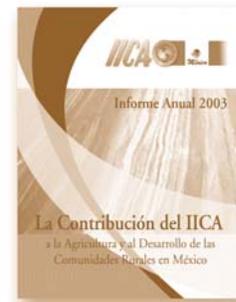
Gestion de l'environnement

- Incorporation de pratiques ne portant pas atteinte à l'environnement aux projets de développement de l'élevage caprin de Walkerswood et Mocho.

Modernisation institutionnelle

- Participation au Groupe IICA-ERP chargé d'évaluer la proposition de système d'information pour la gestion
- Formation du personnel du bureau hors siège à l'utilisation de logiciels spécialisés

Mexique



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Élaboration, en appui au ZRM, de la proposition « Un modèle optimal d'intervention publique : le marché du haricot noir au Mexique »
- Réalisation de l'analyse de l'impact de la Loi sur la sécurité agricole et l'investissement rural de 2002 des États-Unis
- Début de la formulation de la proposition de création d'un observatoire des politiques

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Appui à la création de la Dirección General de Inocuidad Agroalimentaria, Acuicola y Pesquera (Direction générale de l'innocuité des produits agroalimentaires, aquicoles et halieutiques) (DGIAAP)
- Participation à l'élaboration des normes officielles mexicaines pour la protection sanitaire agricole et l'innocuité des aliments

Renforcement des collectivités rurales

- Appui à la prise en considération des expériences et des connaissances des organisations sociales

paysannes dans la formulation des programmes et des politiques de développement rural

Intégration hémisphérique

- Appui au SENASICA et au Secrétariat au commerce pour leur permettre de participer au Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC à Genève, à un séminaire d'accréditation professionnelle à Montevideo (Uruguay) et à un séminaire sur l'innocuité des aliments produits par des moyens biotechniques, organisé par l'INPAZ, l'OPS et l'OMS à Buenos Aires
- Appui aux pays de la Région Sud pour la réalisation du Séminaire panaméricain de la FEPALE (à Buenos Aires) et du Cours-atelier sur les politiques et le commerce international (à Montevideo)

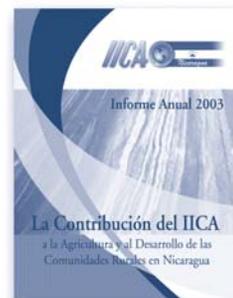
Développement du capital humain

- Mise au point du Projet éducatif de maîtrise et de formation diplômante en gestion du développement rural territorial
- Appui à l'Université autonome de Chapingo pour l'élaboration du programme de doctorat ès sciences en enseignement agricole supérieur

Gestion de l'environnement

- Accomplissement de progrès dans la rédaction d'un accord cadre qui serait signé par l'IICA et le SEMARNAT
- Collaboration avec le SEMARNAT pour l'organisation et la réalisation de la Réunion « Monterrey Bridge : The Mexico Action Summit »

Nicaragua



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Appui à la formulation, après concertation, de politiques et de stratégies de développement rural o Amélioration des compétences pour la formulation de propositions, la négociation, la conception et l'application d'accords de production et commerciaux
- Appui à la production de semences de qualité et au développement du marché des semences
- Assistance technique pour l'identification, par le MAGFOR et l'INTA, des priorités en matière de recherches, de validation et de transfert de technologies concernant des produits faisant l'objet d'une grande demande
- Appui à la formulation de la Stratégie de production biologique
- Coopération apportée aux agro-entrepreneurs afin qu'ils puissent profiter des plateformes d'exportation
- Encouragement au développement de l'élevage biologique de bovins de boucherie
- Appui à la production, conduite et exportation des produits maraîchers et des céréales de base
- Coopération pour la culture et l'exportation de cacao biologique
- Appui à l'exécution de programmes de réactivation de la production de café
- Encouragement de l'aquaculture et de la commercialisation du tilapia

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Amélioration des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments (SAIA) par l'interaction entre les secteurs public et privé et l'amélioration des capacités techniques
- Appui à la réforme du Règlement de la Loi cadre pour la protection sanitaire des animaux et des végétaux

Renforcement des collectivités rurales

- Amélioration des capacités des organisations agricoles et rurales pour leur permettre de participer aux actions des secteurs public et privé destinées à encourager la création d'entreprises agroindustrielles
- Coordination technique avec le MAGFOR pour la formulation de la Politique de développement sectoriel et de la Stratégie de développement de la production rurale

Intégration hémisphérique

- Renforcement des capacités publiques et privées en vue de leur participation aux négociations du Traité de libre-échange entre l'Amérique centrale et les États-Unis, de la ZLÉA, de l'OMC et de l'Union douanière centraméricaine
- Services consultatifs pour la mise en application d'accords internationaux sur la sécurité biologique et l'élaboration de cadres réglementaires et le développement de capacités pour la réglementation des organismes génétiquement modifiés (OGM)

Développement du capital humain

- Appui à la création du Forum national d'éducation et de formation agricoles

- Réalisation du III Forum centraméricain d'enseignement et de formation à distance
- Réalisation de 71 activités de formation qui ont bénéficié à plus de 2.700 personnes

Gestion de l'environnement

- Soutien apporté pour le vote de la Loi sur la protection, la promotion et le développement des forêts
- Coopération apportée pour la formulation du Plan de développement agricole, écologique et touristique

Modernisation institutionnelle

- Appui à la réforme du Secteur agricole public et du MAGFOR
- Renforcement du RENIDA et du Système d'information agricole (SIA)

Panama



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Appui à la réalisation de sept réunions ministérielles en vue de définir la position de l'Amérique centrale à propos des traités de libre-échange

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Appui à la participation de techniciens du MIDA et du MICI à trois réunions du Comité sur les mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC, qui se sont tenues à Genève

Renforcement des collectivités rurales

- Appui à l'organe d'exécution du Projet contre la pauvreté rurale et en faveur des ressources naturelles pour la passation de contrats pour les travaux de génie civil, l'équipement, les services de consultants, la formation et les études
- Appui à l'organe d'exécution du Projet de développement durable des provinces de Coclé, Colon et Panama
- Assistance technique pour la préparation et le financement d'un projet d'amélioration des chemins et la construction d'un pont flottant dans le village de El Bito
- Constitution des associations de production, d'industrialisation et de commercialisation de la viande de bœuf et d'élevage d'autruches dans les communautés sélectionnées

Intégration hémisphérique

- Appui à l'organisation et à la réalisation de la II Réunion des ministres de l'Agriculture et de la XII Réunion ordinaire du Conseil interaméricain de l'agriculture

Développement du capital humain

- Renforcement de l'approche en matière de développement durable dans les plans d'études de l'Institut national d'agriculture et de la Faculté d'agronomie de l'Université du Panama
- Révision de l'offre de formation de l'INA afin de s'assurer que les programmes incluent des éléments conceptuels et méthodologiques pour l'autosuffisance alimentaire
- Formation de 35 techniciens appartenant aux différentes Directions générales du MIDA à l'évaluation de projets et à la préparation des rapports qu'ils doivent préparer

Gestion de l'environnement

- Appui à l'organe d'exécution du Projet de corridor biologique mésoaméricain-panaméen pour la passation de contrats pour les travaux de génie civil, les services de consultants, la formation et les études et l'acquisition de l'équipement

Modernisation institutionnelle

- Appui à l'organe d'exécution pour la mise en œuvre du Programme de modernisation des services agricoles (PROMOSA)
- Coopération technique pour l'élaboration du rapport final du PROMOSA, lequel a été présenté à la BID

Paraguay



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Coopération apportée pour l'élaboration de programmes de travail visant à améliorer la compétitivité des secteurs agricoles et agro-industriels et des secteurs thématiques transversaux
- Création d'un espace de dialogue entre les secteurs agricoles public et privé en vue d'améliorer la compétitivité des filières agroalimentaires
- Coopération pour la formulation d'un projet d'amélioration de la compétitivité des filières céréales et oléagineux d'exportation

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Renforcement de la Direction des normes et du contrôle des aliments d'origine animale, de la Direction de protection de l'élevage et de la Direction de protection végétale
- Formation de techniciens à l'application de mesures sanitaires et phytosanitaires, à la gestion des systèmes de qualité et au contrôle des entreprises qui fabriquent des médicaments
- Renforcement des institutions faisant partie du Système de protection sanitaire agricole par la formation de ses techniciens en matière de quarantaine et de sécurité biologique
- Appui à la réalisation du Séminaire international de renforcement de l'hygiène et de la santé publique vétérinaire du Paraguay
- Développement des capacités nationales en vue de l'élaboration et de l'exécution d'un programme régional d'intégration et de lutte contre le charançon

Renforcement des collectivités rurales

- Amélioration de la mise en œuvre du Projet pilote Bansocial Rural-JOPOI MBARETERA par l'Institut de bien-être rural

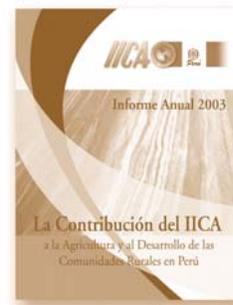
Développement du capital humain

- Formation de 400 fonctionnaires en gestion, en techniques de production agricole et en promotion d'organisations paysannes, dans le cadre du Projet de formation des ressources humaines du secteur public agricole et rural
- Assistance technique à la Direction de l'enseignement agricole du MAG pour la mise à jour des profils des bacheliers techniciens en agriculture

Modernisation institutionnelle

- Coopération technique pour l'élaboration de projets de renforcement institutionnel et d'amélioration des services du Centre de formation pour le secteur rural « Colonias Unidas » et de l'Institut paraguayen de coopératisme (INCOOP)
- Amélioration et expansion des services de coopération technique dispensés au secteur agricole grâce à l'établissement de partenariats stratégiques avec des organisations internationales (la BID, l'OPS, la FAO, le GTZ et le FIDA), le MERCOSUR, des institutions publiques (le MAG, le SENACSA, l'IBR, le SEAM, le Fonds pour l'élevage) et des institutions du secteur privé : les Cooperativas Colonias Unidas, la Fundación Ciencias Agrarias de Itapúa (FUCAD), la CAPECO et l'ARP

Pérou



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Encouragement à l'établissement de plateformes d'exportation des produits agricoles, en collaboration avec l'ADEX
- Promotion, par l'intermédiaire du FOMRENA, de la commercialisation des produits biologiques
- Incorporation d'améliorations technologiques à la transformation de la canne à sucre
- Élaboration de l'étude et de la proposition de perfectionnement du modèle d'encadrement pour la culture du café et du cacao dans la forêt amazonienne, réalisées par l'IICA à la demande de l'USAID-Pérou

- Participation à la préparation des propositions présentées à l'appel d'offres du Projet pour l'innovation et la compétitivité du secteur agricole péruvien (INCAGRO)
- Signature d'une convention cadre avec le ministère de la Production en vue d'appuyer la gestion de ses Centres d'innovation technologique (CITE)

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Mise en application de l'accord de coopération entre le Pérou et le Chili pour l'éradication de la mouche des fruits
- Appui à la formation de professionnels des secteurs public et privé à l'utilisation de la méthode HACCP pour le traitement des aliments
- Appui aux secteurs public et privé pour la réalisation de manifestations ayant pour but de faire connaître la Loi américaine contre le bioterrorisme et de définir la stratégie à utiliser à son égard
- Promotion des Bonnes pratiques agricoles et des bonnes pratiques de transformation à Huaral et à Cuzco, avec l'appui du PROCANDINO et de l'INCAGRO

Renforcement des collectivités rurales

- Élaboration d'une proposition visant à mettre au point différentes modalités d'intervention territoriale
- Formulation de la proposition de stratégie pour le Projet d'appui à l'agro-industrie rurale de la région montagneuse
- Services consultatifs pour le développement du Projet de renforcement du tourisme rural
- Modifications des propositions de projets de cultures maraîchères et fruitières et d'élevage de camélidés destinées à Cuzco.

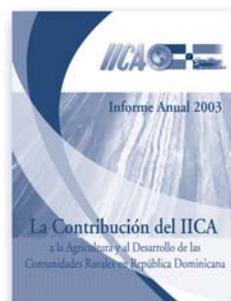
Développement du capital humain

- Formation portant sur des thèmes prioritaires à l'intention des producteurs, des techniciens et des professionnels de l'agriculture
- Formation du personnel du Conseil national des camélidés d'Amérique du Sud
- Promotion du Réseau de bibliothèques spécialisées en agronomie du Pérou (REBIAPE)
- Formation en matière d'accréditation des doyens des facultés d'agronomie des universités du pays, sous les auspices de l'UNALM et du SIHCA
- Assistance technique au Réseau de formation régionale au développement rural de Cuzco

Gestion de l'environnement

- Préparation du programme Gestion sociale de l'eau et de l'environnement dans les bassins hydrologiques
- Assistance technique pour l'élaboration du Plan national de diversité biologique agricole
- Diagnostic des ressources zoogénétiques du Pérou, en collaboration avec la FAO
- Appui à la Commission nationale des produits biologiques

République dominicaine



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Amélioration des niveaux de compétitivité grâce à un meilleur système d'information et d'identification des débouchés commerciaux
- Préparation d'études sur la commercialisation des produits sensibles et sur le tourisme agricole

- Identification des opportunités d'affaires à l'intention des producteurs agricoles
- Réalisation de journées de formation afin de renforcer les compétences de l'équipe chargée des négociations
- Suivi du processus d'application des accords régionaux en vigueur conclus avec l'Amérique centrale et la CARICOM
- Appui au Secrétariat d'État à l'agriculture (SEA) pour le processus de négociation bimensuel qui a lieu dans le cadre du Groupe de l'agriculture
- Mise à jour du document intitulé « La Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) et sa répercussion sur l'agriculture et l'élevage nationaux »
- Réalisation du séminaire-atelier « Accords commerciaux multilatéraux, hémisphérique et bilatéraux et leurs implications pour le secteur agricole »

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Formation dispensée à 58 leaders et à 37 techniciens et professionnels de l'agriculture, dans le cadre de quatre cours-ateliers sur les BPA, pour qu'ils puissent devenir des formateurs
- Élaboration du Plan national pour les situations d'urgence liées aux maladies et infestations exotiques
- Appui à la mise en application des MSP de l'OMC, par le biais du financement de quatre missions de fonctionnaires à Genève et St Kitts
- Réalisation de la Consultation nationale pour la formation du Conseil national de protection sanitaire agricole pour le traitement de la politique de quarantaine pour la commercialisation des produits agricoles et pour la mise en application des MSP de l'OMC
- Collaboration avec le processus qui a abouti à la promulgation du décret présidentiel portant création

du Comité national pour l'application des MSP de l'OMC et les obstacles aux échanges commerciaux

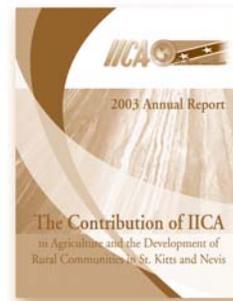
Renforcement des collectivités rurales

- Continuation du projet Banque de lait, « Le lait qui reboise »
- Extension du projet à trois nouvelles communautés de la province de Dajabón

Développement du capital humain

- Réalisation de 30 activités de formation auxquelles ont participé 649 fonctionnaires, professionnels de l'agriculture, professeurs et producteurs agricoles
- Consolidation du CACHE, avec la formation du chapitre dominicain, l'augmentation du nombre de ses membres, qui est passé de 7 à 11 universités, la formation de spécialistes et la tenue de sa Sixième Assemblée annuelle
- Tenue du Forum sur l'enseignement agricole
- Élaboration d'un plan d'activités pour le Réseau d'enseignement à distance pour l'agriculture, auquel participent 17 universités de la région des Caraïbes

Saint Kitts et Nevis



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Amélioration de la compréhension des négociations de l'OMC qui se déroulent actuellement de la part des personnes directement intéressées, par le biais de plusieurs séminaires et d'un symposium

- Création d'un Comité interministériel sur les questions commerciales, chargé d'améliorer le flux d'information sur les thèmes d'actualité et émergents et d'accélérer leur mise à jour

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Amélioration de la compréhension de l'Accord sur les MSP et des fonctions des institutions nationales pertinentes de la part des personnes directement intéressées
- Lancement du Projet de renforcement des services de quarantaine dans les Caraïbes avec la collaboration de l'UE/CARIFORUM
- Réalisation de séminaires-ateliers nationaux et régionaux destinés à améliorer les capacités institutionnelles et techniques nationales dans le domaine de la protection sanitaire agricole
- Encouragement de l'adoption des BPA pour des produits de base sélectionnés
- Don de l'équipement du Laboratoire multiusages de St Kitts
- Contribution à l'amélioration de la capacité nationale en matière de gestion et de contrôle des infestations exotiques
- Contribution aux efforts visant à diminuer les résidus de pesticides dans les aliments

Renforcement des collectivités rurales

- Tenue d'un atelier sur le traitement des produits agricoles qui s'est traduit par des produits de meilleure qualité et avec une valeur ajoutée, l'élargissement des débouchés et une augmentation de revenus pour les agro-entrepreneurs
- Conclusion de l'élaboration et mise en œuvre d'un projet ayant pour but de rompre le cercle vicieux de la

pauvreté chez les jeunes marginalisés, avec la collaboration de l'UNESCO

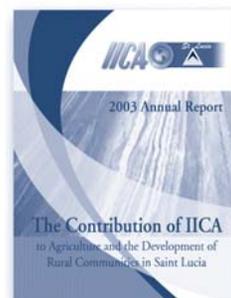
Développement du capital humain

- Formation permanente, à tous les niveaux et dans différents domaines stratégiques, de professionnels et d'entrepreneurs du secteur agricole

Intégration hémisphérique

- Appui permanent à la formation de réseaux et à la réalisation de dialogues en vue d'améliorer la formulation des politiques agricoles, en particulier par l'intermédiaire de la Semaine caribéenne de l'agriculture
- Aide pour la préparation du document « Politique agricole commune et cadre stratégique pour l'OECO »
- Facilitation de l'assistance technique du Bureau hors siège de l'IICA au Mexique et de l'Institut d'écologie en faveur d'un projet de contrôle biologique de la mouche des fruits des Antilles occidentales
- Services techniques dispensés par la FAVA/CA pour le développement d'un plan de tourisme agricole

Sainte-Lucie



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Réalisation de deux consultations nationales pour améliorer la compréhension du commerce mondial et de ses répercussions sur l'agriculture
- Identification de stratégies visant à augmenter les investissements en agriculture

- Identification de débouchés et de créneaux pour le tourisme agricole et identification des exigences en matière d'harmonisation des normes, de renforcement des capacités, des questions relatives aux terres et aux assurances

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Contribution à l'établissement d'un système national de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments et d'un plan d'action en cas de situations d'urgence liées à la santé agricole
- Collaboration apportée à la Commission de contrôle des pesticides, dans le cadre du projet caribéen pour la compétitivité économique et le développement des ressources humaines (CPEC)
- Facilitation de l'amélioration des capacités techniques en matière de gestion d'un système d'inspection et de certification des BPA du Bureau des normes de Sainte-Lucie et du ministère de l'Agriculture

Renforcement des collectivités rurales

- Appui accordé à des groupes cibles de communautés sélectionnées pour l'amélioration de leurs capacités afin de diversifier leurs activités créatrices de revenus et d'en augmenter la valeur ajoutée
- Appui au sous-secteur du traitement des produits agricoles afin qu'il ait accès à des fonds destinés à l'amélioration d'une ligne sélectionnée de produits et à la mise en œuvre de mesures permettant des exportations durables
- Contribution à la création des chapitres nationaux du Forum caribéen de l'agriculture pour la jeunesse et du Réseau caribéen des productrices rurales

- Renforcement des liens entre les communautés rurales et le secteur de l'hôtellerie pour l'approvisionnement en aliments frais, qui s'est traduit par une augmentation substantielle des achats de produits frais

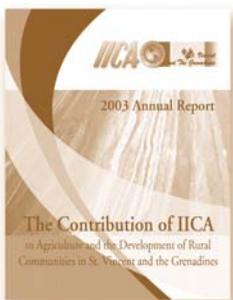
Développement du capital humain

- Focalisation sur le renforcement des capacités techniques du système de vulgarisation ayant pour but d'institutionnaliser les BPA
- Contribution au renforcement des savoir-faire des techniciens agricoles en vue de l'application des plans d'action en cas de situations d'urgence liées à la santé animale et pour améliorer la compréhension de l'Accord sur les MSP et des méthodes de GIP
- Développement de savoir-faire chez des groupes cibles de jeunes et de femmes en matière d'identification et d'exécution de projets

Intégration hémisphérique

- Contribution à la création du chapitre national de l'Alliance caribéenne pour le développement rural dans l'agriculture et la vie rurale
- Appui aux efforts déployés pour terminer le Cadre de politiques et le Plan stratégique de l'agriculture de l'OECD, préparés par le Secrétariat de cette Organisation et qui ont reçu le soutien des ministres de l'Agriculture des pays de l'OECD.
- Appui à la mise au point d'un instrument permettant d'évaluer les risques des prêts aux agro-industries de l'OECD, qui sera soumis à des tests, en collaboration avec l'Institut bancaire des Caraïbes orientales (ECIB),

Saint-Vincent-et-Grenadines



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Appui au chapitre national de la CABA
- Sensibilisation de 35 fonctionnaires gouvernementaux et cadres du secteur privé aux négociations sur le commerce des produits agricoles dans le cadre de l'OMC, de la ZLÉA et du CSME
- Réalisation d'un atelier sur la gestion des agro-industries, avec la collaboration du ministère de l'Agriculture, auquel ont assisté 16 entrepreneurs agricoles

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Appui à la création et au fonctionnement du Comité national de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments
- Assistance technique pour la formulation des plans nationaux d'intervention pour faire face aux situations d'urgence liées aussi bien aux infestations et aux maladies des végétaux qu'aux maladies des animaux, en appui au projet UE-CARIFORUM
- Appui fourni au ministère de l'Agriculture et à la Commission de contrôle des pesticides pour la réalisation de la Huitième Réunion annuelle des Comités de contrôle des pesticides des Caraïbes
- Assistance technique et financière accordée au ministère de l'Agriculture afin de soutenir ses efforts

pour contrôler et éradiquer la mouche des fruits des Caraïbes occidentales (*Anastrepha obliqua*)

- Formation de 23 exportateurs de produits frais aux procédés d'inspection et de contrôle de qualité
- Facilitation de la participation de fonctionnaires de haut niveau aux réunions du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC

Renforcement des collectivités rurales

- Tenue d'un atelier sur l'identification, la formulation et la mise en œuvre de projets, auquel ont assisté 17 représentants d'ONG et d'organisations d'agriculteurs
- Appui accordé à la Conférence sur la collaboration en matière de commercialisation et d'agriculture dans le cadre régional

Développement du capital humain

- Réalisation et/ou appui à huit activités qui ont contribué directement à l'amélioration des capacités techniques, administratives et entrepreneuriales d'acteurs clés

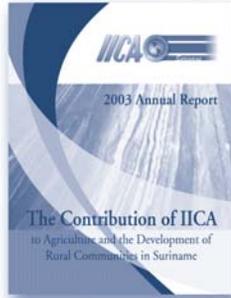
Intégration hémisphérique

- Convocation de deux réunions de l'Alliance nationale pour le développement durable de l'agriculture et du milieu rural

Modernisation institutionnelle

- Participation à la modernisation de fonctions spécifiques de la Société de commercialisation de Saint-Vincent et de l'Association de l'industrie de l'arrow-root

Suriname



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Tenue de l'atelier international « Établissement et développement d'un Réseau régional de politiques agricoles dans les Caraïbes », avec la collaboration du Centre de coopération technique (Pays-Bas) et des ACP/UE
- Continuation couronnée de succès de la formation des agriculteurs et des techniciens des agro-industries aux bonnes pratiques agricoles (BPA), aux normes de l'OMC en matière de MSP, à la gestion des exploitations agricoles et à la commercialisation des produits agricoles
- Appui et aide financière à la participation du Suriname à plusieurs réunions et cours régionaux et hémisphérique sur la protection sanitaire agricole et l'innocuité des aliments, le développement des savanes et la gestion des forêts
- Signature d'un Mémoire d'entente, dans le cadre du Projet de fruits et légumes, avec la Fondation pour l'agriculture biologique, concernant l'élaboration d'un plan national d'agriculture biologique
- Conclusion et présentation de l'étude sur la production commerciale de l'anacardier (noix de cajou) au Suriname
- Préparation des termes de référence pour un programme national de développement de la culture des fruits, qui a été approuvé et adopté par le ministère de l'Agriculture

- Introduction du concept et de la méthodologie de zonification agro-écologique, avec la collaboration de deux experts de l'EMBRAPA du Brésil

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Révision du Programme de lutte contre la mouche de la carambole (CFF)
- Réalisation de plusieurs cours sur la mise en œuvre des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC et sur les exigences de HACCP
- Collaboration avec le bureau de l'OPS/OMS au Suriname pour la formulation de la loi sur la protection sanitaire agricole et l'innocuité des aliments dans le pays
- Exécution du projet BID-LVV-IICA de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments, en collaboration avec le LVV
- Aide financière et appui à la participation de quatre fonctionnaires du Suriname aux réunions du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC à Genève

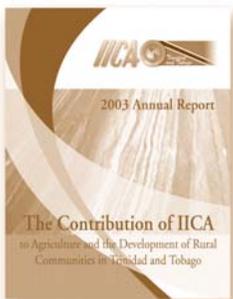
Renforcement des collectivités rurales

- Introduction et promotion de l'approche territoriale pour les initiatives mises en œuvre dans les communautés de l'intérieur du pays
- Élaboration d'un document d'information sur la prestation de services de vulgarisation efficaces propres à favoriser le développement de l'intérieur du pays
- Facilitation de la visite au Brésil de professionnels surinamiens afin qu'ils se familiarisent avec les expériences brésiliennes en matière de développement territorial durable

Développement du capital humain

- Inauguration du Centre de l'IICA pour l'information et l'enseignement à distance sur les agro-entreprises
- Organisation et réalisation d'une activité à grande échelle sur la formation à l'enseignement à distance, en collaboration avec le Réseau de communication et d'éducation du Suriname (EDUCONS), qui a réuni 17 organisations nationales et 280 participants des secteurs public et privé
- Préparation et distribution à différents acteurs du secteur d'un disque compact contenant des informations sur les activités du bureau hors siège de l'IICA au Suriname dans le domaine des technologies de l'information et de la communication

Trinité-et-Tobago



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Réalisation d'études sur le commerce des produits frais, l'utilisation des aliments dans le sous-secteur de l'hôtellerie, la calendarisation du transport et les débouchés
- Diffusion d'informations sur la situation actuelle des négociations de l'OMC, de la ZLÉA et des ACP avec l'UE
- Tenue d'un atelier sur les implications de la Loi américaine contre le bioterrorisme à l'intention des exportateurs
- Conclusion des études de marché nationales, régionales et internationales pour les produits

marais biologiques des Caraïbes et tenue d'un atelier de sensibilisation

- Élaboration de la version préliminaire d'un manuel sur la production d'agrumes
- Préparation d'une étude sur les problèmes de post-récolte de l'ananas frais
- Présentation de propositions de plans de compétitivité pour l'industrie du coprah et de la papaye, dans le cadre du Programme régional de transformation de l'agriculture (RTP) de la CARICOM

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Coordination d'une consultation interinstitutionnelle (FAO, OPS, IICA et CS) à propos du siège de l'Agence caribéenne de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments (CAHFSA)
- Appui aux initiatives visant à moderniser le système de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments (SAIA)
- Mise en œuvre du projet sur la maladie de Johnnes chez les petits ruminants
- Tenue d'un atelier régional sur les services de quarantaine végétale
- Réalisation d'ateliers sur l'identification de la mouche des fruits et l'infestation par lépidoptères
- Tenue d'une action de formation pour l'amélioration de la production des œufs de table
- Élaboration d'un document sur la question de la SAIA – Vision 20/20, Sous-comité de l'agriculture
- Appui à la mise en œuvre des projets régionaux de services de quarantaine agricole (SASQ)
- Appui à la participation de deux fonctionnaires du MALMR aux réunions du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC

- Tenue d'ateliers sur les bonnes pratiques agricoles (BPA) à l'intention des agriculteurs

Renforcement des collectivités rurales

- Assistance technique directe à quatre groupes communautaires
- Appui institutionnel au NRWP et à l'Association des éleveurs
- Appui aux initiatives du Club National 4-S et au Forum national de l'agriculture pour les jeunes
- Tenue d'un atelier sur le tourisme agricole à Tobago

Intégration hémisphérique

- Appui à l'Alliance moyennant le développement du Réseau caribéen de productrices rurales, en tant qu'entité de lobbying à l'échelle régionale
- Identification de 21 propositions de nouveaux projets, dans le cadre de la Convention entre l'IICA et le CARDI

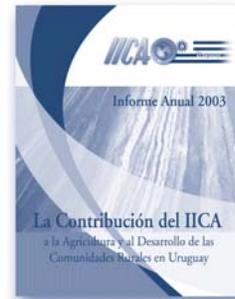
Développement du capital humain

- Formation de 12 d'agents de vulgarisation agricole et de 26 autres personnes en information et vulgarisation et en conduite de l'agriculture, respectivement
- Révision du programme d'enseignement à distance de l'IICA à Trinité-et-Tobago

Gestion de l'environnement

- Participation au Comité sur les réglementations en matière de sécurité biologique et au Groupe d'étude des agrumes

Uruguay



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Élaboration de la proposition de stratégie mondiale d'encouragement des exportations de produits agricoles, remise au MGPA
- Appui à des groupes de cultivateurs de produits non traditionnels désireux d'avoir accès aux marchés internationaux
- Continuation du cycle de journées techniques d'analyse des expériences qui ont eu du succès dans d'autres pays et de la viabilité de les reproduire en Uruguay
- Élaboration d'une étude sur la situation et les perspectives des marchés de concentration en Amérique latine
- Appui technique et administratif au Conseil agricole du Sud (CAS) pour différentes initiatives régionales, notamment celles préconisées par l'Uruguay
- Élaboration de projets liés aux technologies de classification des viandes, à l'éco-certification et aux services d'atténuation du changement climatique
- Appui à la mise en œuvre de divers projets du FONTAGRO concernant la caractérisation et le développement du germoplasme pour l'amélioration de la qualité du blé dans le Cône Sud, appui à la mise au point de technologies pour la gestion intégrée de la fusariose de l'épi de blé et au contrôle biologique du pommier, entre autres

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Accord avec le MGAP et le Programme de services agricoles en vue de former leurs équipes de techniciens dans les domaines suivants : sous-traitance des services vétérinaires, estimation des dommages économiques dans les élevages et simulacres de maladies exotiques
- Appui technique et administratif au COSAVE et au Comité vétérinaire permanent
- Appui à la participation de techniciens uruguayens au Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC, dans le cadre de la convention entre l'IICA et l'USDA

Renforcement des collectivités rurales

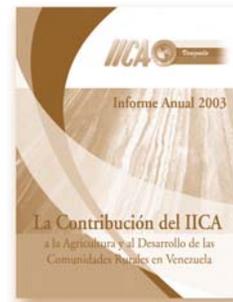
- Création du Consortium pour le développement de la région Est qui accordera la priorité aux initiatives axées sur le tourisme rural et sur l'intégration de la filière apicole
- Création de l'Agence de développement départemental de l'Intendance municipale de Paysandu, en qualité de bras d'exécution du Conseil économique et social
- Accord avec les représentants techniques et les membres des comités départementaux du projet Uruguay rural pour la réalisation d'actions de formation
- Réalisation du Séminaire national sur le développement rural durable avec une approche territoriale : politiques et stratégies pour l'Uruguay

Développement du capital humain

- Exécution du Projet de formation des ressources humaines pour une nouvelle ruralité

- Création du Forum national permanent qui a adopté un cadre d'orientations générales pour l'enseignement agricole et un ensemble de lignes stratégiques qui se sont traduits par des projets interinstitutionnels dans le domaine de l'intégration des zones rurales et des zones urbaines, de la qualité et de l'informatique

Venezuela



Facilitation de la compétitivité et du commerce mondial

- Formulation d'une proposition de création de mécanismes financiers pour l'agriculture
- Réalisation de deux études, avec la collaboration du FONDAFA, sur la sélection de sociétés d'assistance technique et leur fonctionnement ainsi que sur la typification des producteurs qui ont bénéficié de financements
- Animation de plusieurs cours sur des questions d'actualité de l'agriculture vénézuélienne
- Création de l'Observatoire andin des innovations technologiques, avec la collaboration du PROCINDINO

Promotion de l'innocuité des aliments et de la protection sanitaire agricole

- Renforcement du système de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Appui à la consolidation du Comité national du Codex, de concert avec la FAO, l'OPS et d'autres organisations
- Réalisation d'un programme de formation et de divulgation sur la Loi américaine contre le bioterrorisme
- Encouragement aux programmes sanitaires de contrôle et d'éradication, appuyés par l'APHIS et le SASA
- Appui au développement sanitaire rural, à la Commission nationale de zoonose et au Réseau national de laboratoires de contrôle des aliments
- Encouragement des bonnes pratiques d'élevage, avec le PROCANDINO et les ZEDES

Renforcement des collectivités rurales

- Réalisation d'activités ayant trait au renforcement institutionnel, au financement rural, aux systèmes d'information, au capital social et à la commercialisation des produits agricoles
- Début des travaux de développement rural intégré et productif dans l'État de Portuguesa
- Collaboration avec la CIARA pour la prestation de services consultatifs en faveur du Projet de renforcement des collectivités rurales pauvres (FIDA/CIARA)
- Appui au programme de développement rural intégré dans l'État de Monagas

Développement du capital humain

- Appui au Programme d'enseignement rural intégré, en collaboration avec le ministère de l'Éducation

- Formulation d'un projet visant à établir et développer une ferme-école productive dans l'État de Miranda
- Réalisation d'ateliers sur des questions d'actualité et pertinentes pour le développement rural
- Organisation de la IV Réunion du Forum régional andin pour le dialogue et l'intégration de l'enseignement agricole et rural, avec la collaboration du SIHCA

Gestion de l'environnement

- Appui au SHYQ pour la protection du bassin du fleuve Yacambu
- Réalisation de l'étude « Établissement de l'équilibre écologique dans les lagunes Piritu et Unare », conjointement avec le MARN-INIA
- Élaboration du plan de gestion des ressources naturelles dans l'État de Portuguesa

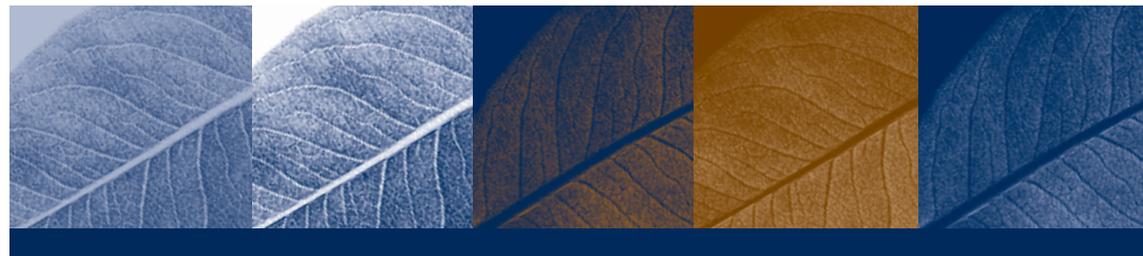
Modernisation institutionnelle

- Appui à l'INIA pour la consolidation des réformes et le renforcement de sa capacité de réponse
- Appui à la consolidation institutionnelle de la FUNDAGRI
- Renforcement du Service d'information par l'intermédiaire des INFOAGRO
- Réalisation du Forum « Systèmes et services d'information sur l'agriculture »
- Mise en œuvre d'une stratégie de coordination interinstitutionnelle pour la création du Système national d'information sur l'agriculture



IICA
ESTABLECIMIENTO DE
VALLE SAN LORENZO - PUNTA
DE MANCO

RELATIONS AVEC LES PARTENAIRES STRATÉGIQUES



4. RELATIONS AVEC LES PARTENAIRES STRATÉGIQUES

La Direction des relations avec les partenaires stratégiques (DRSE), créée en juillet 2002, est l'unité chargée de conduire les efforts de l'IICA destinés à encourager les partenariats stratégiques de nature à promouvoir la prospérité rurale, la sécurité alimentaire et le développement durable dans les Amériques. La DRSE négocie et met au point des conventions de coopération et des partenariats avec des organisations internationales et régionales de coopération technique et de financement. Elle fournit ainsi un soutien d'un autre type aux unités techniques de l'IICA et aux bureaux hors siège de l'Institut qui permet aux producteurs et aux responsables de la formulation des politiques des 34 États membres d'améliorer leurs capacités de développement et de changement et de pouvoir réaliser les objectifs de développement du Millénaire d'ici 2015.

Par l'intermédiaire de la DRSE, l'Institut a réalisé une gamme très variée d'activités afin de se repositionner face à la communauté internationale. Il a ainsi participé en qualité de collaborateur de premier plan à l'initiative « Monterrey Bridge » qui s'efforce d'attirer l'attention sur l'importance d'incorporer l'agriculture et la production durable d'aliments au processus de formulation des politiques internationales de réduction de la pauvreté. L'IICA a participé à des réunions de haut niveau afin de mettre au point des mécanismes de financement et des accords institutionnels propres à faciliter de nouveaux

investissements pour le développement. L'initiative « Monterrey Bridge » a également pour but de promouvoir les objectifs du Millénaire pour le développement et l'IICA collabore à leur concrétisation.

L'Institut a accordé une attention particulière au renforcement des relations avec ses organisations sœurs au sein du Système interaméricain. Cet objectif a été facilité avec la réinstallation du bureau de l'IICA à Washington dans le Bâtiment des Amériques de l'OEA. L'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), de même que la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), ont prêté un appui considérable à l'IICA pour l'élaboration de la Déclaration de Panama qui trace les grandes lignes du Plan d'action AGRO 2003-2015 pour l'agriculture et la vie rurale. L'IICA et l'OPS ont uni leurs efforts pour parrainer la XIII Réunion des ministres de l'Agriculture et de la Santé qui a stimulé le dialogue sur les thèmes qui présentent un intérêt commun pour le bien-être des êtres humains et la compétitivité. L'IICA, par ailleurs, est membre actif de la Banque interaméricaine de développement (BID) et membre du bureau du Fonds régional pour la technologie agricole (FONTAGRO). Ce Fonds est une initiative hémisphérique qui encourage une meilleure utilisation et mise à profit de la recherche en agriculture, qui est un bien public régional et mondial. Le Secrétaire général de l'OEA a rendu hommage à l'IICA, le

considérant comme un acteur important dans l'amélioration du commerce des produits agricoles.

Les Chefs d'État et de gouvernement des États membres, dans le cadre du processus des Sommets des Amériques, ont chargé l'IICA de faciliter le dialogue et d'offrir une assistance technique en préparation de la création de la Zone de libre-échange des Amériques, notamment lorsque seront examinés les thèmes contentieux du commerce agricole, de la pauvreté et des normes sur l'innocuité des aliments d'origine rurale. Ce mandat s'est traduit par des rencontres régulières avec les partenaires du processus des Sommets : l'OEA, la BID, la CEPALC, l'OPS, la BCIE, le CAF et la BDC, qui participent, conjointement avec les États membres, au Groupe de travail sur la mise en œuvre des initiatives des Sommets des Amériques (GRIC). Ce processus a reconnu la part qui revient à l'IICA dans les progrès réalisés dans la voie de l'exécution du Plan d'action des Sommets pour ce qui a trait à l'agriculture et à la vie rurale dans les Amériques.

Le développement des partenariats et la promotion de l'investissement, conjointement avec les bureaux hors siège de l'IICA, constitue un aspect fondamental des activités mises en œuvre par l'intermédiaire de la DRSE. Ainsi, cette Direction a appuyé l'établissement de liens solides entre l'USAID et les bureaux hors siège de l'IICA au Nicaragua, au Honduras et en Colombie et elle a contribué à renforcer les initiatives conjointes entre les deux institutions actuellement en cours et à proroger les projets existants.

Le bureau hors siège de l'IICA en Espagne constitue l'instrument qu'utilise l'Institut pour établir des ponts entre l'Europe et l'Amérique latine et les Caraïbes. L'Espagne est un État membre associé de l'IICA et l'Agence espagnole de coopération internationale est membre du Groupe de travail interinstitutionnel. Plusieurs négociations ont été engagées simultanément au sujet de projets et de programmes portant sur le développement des petites entreprises rurales, la formation et le perfectionnement, la réduction de la pauvreté, la science et la technologie au service de l'agriculture.

L'IICA a également encouragé le développement de relations spéciales avec la Banque Mondiale et la BID, dans le but de promouvoir un dialogue plus approfondi et des échanges plus intenses entre les institutions. L'Institut a créé deux postes de gérants de portefeuille, leur confiant la mission de développer les relations avec ces deux institutions financières et d'identifier des stratégies d'investissement efficaces en faveur de l'agriculture et du développement rural.

Enfin, l'Institut doit également élargir ses relations avec le secteur privé. Le programme d'arboriculture durable (qui inclut un partenariat avec la Fondation mondiale du cacao) et la relation solide qu'il entretient avec la Grocery Manufacturers of America et d'autres associations d'entrepreneurs constituent quelques exemples de relations avec le secteur privé.

5. INFORMATIONS FINANCIÈRES

Les interventions financées et mises en œuvre par l'Institut, le sont grâce à quatre types de ressources : les ressources régulières (les quotes-parts), les ressources extérieures, la Taxe institutionnelle nette (TIN) et des recettes diverses. Les deux premières constituent les sources principales de financement.

Les efforts déployés par la Division des finances et les bureaux hors siège ont assuré une gestion efficace des ressources, conforme aux buts et aux plans de travail établis pour 2003, au bénéfice des unités institutionnelles, des clients et des partenaires extérieurs.

Les montants encaissés au titre des quotes-parts pendant l'année 2003 ont totalisé 23.234.615 \$ÉU, montants qui sont inférieurs à ceux encaissés en 2002, lesquels s'élevaient à 26.371.134 \$ÉU.

L'Institut continue à mettre en œuvre des actions qui ont l'aval de ses organes supérieurs afin de recouvrer les arriérés de quotes-parts et de consolider ses finances, ce qui laisse présager une situation financière plus solide.

Les six tableaux ci-après donnent des informations importantes sur l'exécution des ressources financières de l'IICA.

Le Tableau n° 1 présente la tendance suivie par l'exécution des ressources provenant des quotes-parts et des fonds extérieurs en 2001, 2002 et 2003. Comme le montre ce

tableau, pendant ces trois années, l'Institut n'a pas dépassé le montant approuvé pour les dépenses financées avec des ressources provenant des quotes-parts, ce qui a exigé l'application de mesures de contrôle des dépenses rigoureuses afin de respecter les sommes inscrites au budget. En ce qui concerne les fonds extérieurs, ils ont subi une diminution à cause des situations économiques et politiques difficiles qui ont eu une incidence directe sur la mobilisation des ressources en faveur des projets.

Tableau n° 1.
Exécution des fonds provenant des quotes-parts et des ressources Extérieures en 2001, 2002 et 2003* (en ÉU\$)

Ressources	Année d'exécution		
	2001	2002	2003*
Quotes-parts	26.950.506	26.625.968	26.302.345
Extérieures	141.651.367	127.191.960	103.253.484

* Chiffres non soumis à vérification

Le tableau n°2 indique le montant des ressources en provenance des quotes-parts qui était inscrit au budget et le montant qui a été exécuté, par chapitre, en 2003, ainsi que les pourcentages d'exécution. Il montre clairement que l'Institut a concentré ses efforts sur la coopération technique en matière d'allocation de ressources.

Tableau n°2.			
Exécution des ressources provenant des quotes-parts, par chapitre, en 2003* (en ÉU\$)			
Chapitres	Montant approuvé	Exécution	
		Montant	%
Chap. 1 : Services directs de coopération technique	24.445.800	23.558.673	89,57
Chap. 2 : Dépenses d'administration	1.789.100	1.789.836	6,80
Chap. 3 : Frais généraux et provisions	932.700	953.836	3,63
Total	27.167.600	26.302.345	100,00

* Chiffres non soumis à vérification

Le tableau n° 3 montre la répartition des fonds destinés aux Services directs de coopération technique, ventilés par secteur stratégique de l'Institut.

Tableau n° 3.		
Budget et exécution des ressources provenant des quotes-parts, pour le chapitre 1, par secteur stratégique, en 2003* (en ÉU\$)		
Chapitre	Budget	Exécution
Commerce et développement des agro-entreprises	5.730.800	5.253.003
Technologie et innovation	4.265.500	4.180.753
Protection sanitaire agricole et innocuité des aliments	4.121.000	4.016.379
Développement rural durable	4.761.000	4.688.133
Information et communication	2.732.600	2.599.466
Formation et perfectionnement	2.834.900	2.820.939
Total du chapitre 1 : Services directs de coopération technique	24.445.800	23.558.673

* Chiffres non soumis à vérification

Le tableau n° 4 donne des détails sur l'exécution du budget total en 2003, ventilée par types de ressources de l'Institut : ressources extérieures, quotes-parts, Taxe institutionnelle nette (TIN) et recettes diverses.

Tableau n° 4. Exécution du budget par type de ressources en 2003* (en ÉU\$).		
Type de ressources	Exécution	
	Montant	%
Extérieures	103.253.484	75,00
Quotes-parts	26.302.345	19,00
TIN	6.000.000	4,00
Recettes diverses	3.338.911	2,00
Total	138.894.740	100,00

* Chiffres non soumis à vérification

Le tableau n° 5 présente l'exécution des fonds provenant de ressources extérieures en 2003, aussi bien pour les cinq régions que pour le siège central de l'Institut.

Tableau n° 5. Exécution des ressources extérieures pour les régions et le siège central en 2003* (en ÉU\$)	
Région	Montant exécuté
Centrale	27.876.842
Sud	35.056.535
Nord	21.378.935
Andine	16.694.826
Caraïbes	1.293.615
Siège	952.731
Total	103.253.484

* Chiffres non soumis à vérification

Le tableau n° 6 présente un résumé des principales sources de fonds extérieurs pour le financement des projets et des conventions signées par l'Institut.

Tableau n° 6. Sources de fonds extérieurs en 2003* (en ÉU\$).	
Sources	Montant
Institutions gouvernementales des États membres	74.734.812
Autres institutions et gouvernements	28.518.672
Total	103.253.484

* Chiffres non soumis à vérification

SIGLES ET ACRONYMES

ACDI	Agence canadienne de développement international	BCLL	Ligue des coopératives des Bahamas limitée
ACEAS	Association centraméricaine de l'enseignement agricole supérieur	BDC	Banque de développement des Caraïbes
ACIA	Agence canadienne d'inspection des aliments	BIARD	Institut de recherche et de développement agricoles du Belize
ACP-UE	Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique - Union européenne	BID	Banque interaméricaine de développement
ADEC	Consortium de l'éducation à distance des États-Unis	BM	Banque mondiale
ADEX	Association des exportateurs (Pérou)	BPA	Bonnes pratiques agricoles
ADIZAL	Association pour le développement intégré de la zone du haut Chalatenango (El Salvador)	CABA	Association des agro-entrepreneurs des Caraïbes
AECI	Agence espagnole pour la coopération internationale	CAC	Conseil agricole centraméricain
AED	Partenariats stratégiques départementaux (Colombie)	CACHE	Conseil caribéen de l'enseignement supérieur en agriculture
AID	Agence des États-Unis pour le développement international	CADIAC	Chaînes agroalimentaires et dialogue pour l'action
ALC	Amérique latine et Caraïbes	CADLTC	Centre d'apprentissage et de formation à distance pour les agro-entrepreneurs des Caraïbes (Barbade)
ALÉNA	Accord de libre-échange nord-américain	CAHFSA	Agence caribéenne de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments
AMFAR	Association des femmes et des familles du milieu rural (Espagne)	CAMAGRO	Chambre de l'agriculture (El Salvador)
AMSP	Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (OMC)	CAMID	Réseau pour le développement de l'information commerciale à l'intention des agro-entrepreneurs des Caraïbes
APHIS	Service d'inspection d'hygiène vétérinaire et de protection des cultures (USDA)	CAPECO	Chambre paraguayenne des exportateurs de céréales et d'oléagineux (Paraguay)
ARP	Association rurale du Paraguay	CARDI	Institut de recherche et de développement agricoles des Caraïbes
BAHA	Agence d'hygiène agricole du Belize	CARICOM	Communauté des Caraïbes
BCIE	Banque centraméricaine d'intégration économique	CARIFORUM	Forum des Caraïbes
		CAS	Conseil agricole du Sud

CATIE	Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement	CONCADE	Projet de regroupement des activités antidrogue et des projets de développement de rechange (AID-Bolivie)
CCAD	Commission centraméricaine de l'environnement et du développement	CORECA	Conseil régional de coopération agricole de l'Amérique centrale, du Mexique, du Panama et de la République dominicaine
CCSQG	Commission consultative spéciale sur les questions de gestion (IICA)	CORPOICA	Société colombienne de recherche agricole
CE	Comité exécutif (IICA)	COSAVE	Comité de protection phytosanitaire de la région Sud
CECADI	Centre de formation à distance (IICA)	COSUDE	Agence suisse pour le développement international
CECAT	Centre de formation des entrepreneurs et des techniciens du secteur agroalimentaire	COTED	Conseil pour le développement commercial et économique (région des Caraïbes)
CEPALC	Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes	CPEC	Programme régional de développement des ressources humaines en faveur de la compétitivité économique dans les Antilles (ACDI)
CFYA	Forum de l'agriculture des Caraïbes pour la jeunesse	CREP	Programme environnemental de la région des Caraïbes
CIARA	Fondation pour la formation et l'innovation en faveur du développement rural (Venezuela)	CRV	Comité de révision de la vérification (IICA)
CIBMMUR	Comité institutionnel bilatéral MAGA / femmes rurales (Guatemala)	CSME	Marché et économie uniques des Caraïbes
CICADEP	Centre international de formation et de développement agricoles (Colombie)	CURLA	Centre universitaire régional du littoral atlantique (Honduras)
CRDI	Centre de recherches pour le développement international (Canada)	CWA	Semaine caribéenne de l'agriculture
CIPV	Convention internationale pour la protection des végétaux	DAI	Development Alternatives Inc.
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (France)	DGIAAP	Direction générale de l'innocuité des produits agroalimentaires, aquicoles et halieutiques (Mexique)
CMSP	Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (OMC)	DNOCS	Département national des travaux contre la sécheresse (Brésil)
CNRC	Conseil national de recherches du Canada	DRD	Développement rural durable
CNRWP	Réseau caribéen des productrices rurales	DRSE	Direction des partenariats stratégiques (IICA)
CODESSER	Société de développement social du secteur rural (Chili)	ECIB	Institut bancaire des Caraïbes orientales
COEXPORT	Corporation des exportateurs (El Salvador)	EDUCONS	Réseau de communications et d'éducation du Suriname
CONADEA	Conseil national du développement agricole (Guatemala)	ESB	Encéphalopathie spongiforme bovine

EMBRAPA	Entreprise brésilienne de recherche agricole	GDDP	Programme de développement de l'industrie laitière du Guyana
EXPRO	Programme de promotion des exportations (El Salvador)	GDLN	Réseau mondial d'apprentissage à distance pour le développement (Banque mondiale)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	GDLNA	Réseau mondial d'apprentissage à distance pour le développement agricole des Amériques
FAS	Service agricole extérieur (USDA)	GIP	Gestion intégrée des parasites
FAVA/CA	Association des organismes volontaires de la Floride pour l'action caribéenne (États-Unis)	GRIC	Groupe de travail sur la mise en œuvre des initiatives des Sommets des Amériques
FEM	Fonds pour l'environnement mondial	GRICA	Groupe de travail sur la mise en œuvre et la coordination des accords relatifs à l'agriculture et à la vie rurale conclus dans le cadre du processus des Sommets
FEMUR	Fédération des femmes rurales (Espagne)	GTZ	Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit
FEPALE	Fédération panaméricaine du lait	HACPP	Analyse des risques et points critiques de contrôle
FIDA	Fonds international de développement agricole	IBR	Institut du bien-être en milieu rural (Paraguay)
FMRA	Forum mondial sur la recherche agronomique	IFPRI	Institut international de recherches sur les politiques alimentaires
FODIGUA	Fonds de développement autochtone guatémaltèque	IICA	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture
FOMMUR	Fonds de développement pour les femmes rurales (Colombie)	IIDD	Institut international du développement durable (Canada)
FOMRENA	Fonds régional de technologies appropriées pour la conservation et la gestion durable des ressources naturelles	INA	Institut national d'agriculture (Panama)
FONDAFA	Fonds de développement de l'agriculture, des pêches, de la forêt et des secteurs connexes (Venezuela)	INCAGRO	Innovation et compétitivité pour le secteur agroalimentaire péruvien
FONLOCAL	Fonds de développement local (Équateur)	INCODER	Institut colombien de développement rural
FONTAGRO	Fonds régional pour la technologie agricole	INCOOP	Institut paraguayen du coopératisme
FORAGRO	Forum régional de recherche agricole et de développement technologique	INCRA	Institut national de colonisation et de réforme agraire (Brésil)
FRUTALES	Programme national des fruits d'El Salvador	INDAP	Institut national de développement agricole (Chili)
FUCAI	Fondation pour les sciences agronomiques d'Itapúa (Paraguay)	INFOAGRO	Système d'information agricole (Costa Rica, Venezuela)
FUNDAGRI	Fondation pour le développement des sciences et de la technologie agricoles (Venezuela)		
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale		

INFODAL	Institut pour la formation et le perfectionnement des intervenants locaux (Espagne)	MAG	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (Costa Rica, Équateur, El Salvador, Paraguay)
INIA	Institut national de recherches agricoles (Venezuela) Institut national de recherche agricole (Uruguay)	MAGA	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Alimentation (Guatemala)
INIFAP	Institut national de recherches forestières, agricoles et pastorales (Mexique)	MAGFOR	Ministère de l'Agriculture et des Forêts (Nicaragua)
INPAZ	Institut national d'éducation pour la paix et les droits humains (Brésil)	MALMR	Ministère de l'Agriculture, des Terres et des Ressources marines (Trinité-et-Tobago)
INSAFORP	Institut salvadorien de formation professionnelle	MAOCO	Mouvement pour l'agriculture organique du Costa Rica
INTA	Institut national de technologie agricole (Argentine, Nicaragua) Institut de l'innovation et du transfert de technologie agricole (Costa Rica)	MARD	Ministère de l'Agriculture et du Développement rural (Barbade)
IPGRI	Institut international de ressources phytogénétiques	MARN	Ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles (Venezuela)
IRV	Institut de recherches vétérinaires (Canada)	MERCOSUR	Marché commun du Sud
ISNAR	Service international pour la recherche agricole nationale	MGAP	Ministère de l'Élevage, de l'Agriculture et des Pêches (Uruguay)
JBI	Institut de la bauxite de la Jamaïque	MICI	Ministère du Commerce et de l'Industrie (Panama)
JIA	Conseil interaméricain de l'agriculture	MIDA	Ministère du Développement agricole (Panama)
LEAP	Programme de développement économique de Linden (Guyane)	MINEC	Ministère de l'Économie (El Salvador)
LVV	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et des Pêches	MSP	Mesures sanitaires et phytosanitaires
MACA	Ministère des Questions paysannes et agricoles (Bolivie)	NORGEN	Réseau nord-américain de ressources phytogénétiques (IPGRI)
MAECI	Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (Canada)	NRWP	Réseau des productrices rurales (Trinité-et-Tobago)
MAFLG	Ministère de l'Agriculture, des Pêches et de l'Administration locale (Bahamas)	OEA	Organisation des États Américains
		OECS	Organisation des États des Caraïbes orientales
		OGCA	Association des consommateurs et cultivateurs de produits organiques (Barbade)
		OGM	Organisme génétiquement modifié

OIE	Organisation Mondiale de la Santé Animale	PROCITRÓPICOS	Programme coopératif de recherche et de transfert de technologie pour les tropiques sud-américains
OIRSA	Organisme international régional contre les maladies des plantes et des animaux	PRODAR	Programme de développement de l'industrie agroalimentaire rurale de l'Amérique latine et des Caraïbes
OMC	Organisation mondiale du commerce	PRODERT	Projet de développement rural durable dans des zones écologiquement fragiles de la région du Trifinio
OMS	Organisation mondiale de la santé	PROESA	Commission nationale de promotion des investissements en El Salvador
ONG	Organisation non gouvernementale	PROMECAFE	Programme coopératif pour la protection et la modernisation de la caféiculture
OPS	Organisation panaméricaine de la santé	PROMOSA	Programme de modernisation des services agricoles (Panama)
OVM	Organisme vivant modifié	PRONADERS	Programme national de développement rural durable (Honduras)
PACA	Politique agricole commune andine	PRONATTA	Programme national de transfert de technologie agricole (Colombie)
PADEMER	Projet d'appui au développement de la micro-entreprise rurale (Colombie)	PSAIA	Protection sanitaire agricole et innocuité des aliments
PADEMUR	Programme de développement entrepreneurial des femmes (République dominicaine)	REBIAPE	Réseau de bibliothèques spécialisées en agronomie du Pérou
PAES	Programme environnemental d'El Salvador	REDARFIT	Réseau andin de ressources phytogénétiques
PER	Projet d'éducation en milieu rural (Colombie)	RELAJUR	Réseau latino-américain des jeunesses rurales
PIB	Produit intérieur brut	REMERFI	Réseau méso-américain de ressources phytogénétiques
PMT	Plan à moyen terme (IICA)	RENIDA	Réseau national d'information et de documentation agricoles (Nicaragua)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement	SAD	Société andine de développement
PROCI	Programme coopératif de recherche et de transfert de technologie agricole	SAG	Service agropastoral (Chili) Secrétariat à l'Agriculture et à l'Élevage (Honduras)
PROCIANDINO	Programme coopératif de recherche et de transfert de technologie agricole de la sous-région andine		
PROCICARIBE	Système des sciences et de la technologie agricoles des Caraïbes		
PROCINORTE	Programme coopératif de recherche et de transfert de technologie agricole pour la région Nord		
PROCISUR	Programme coopératif de recherche pour le développement technologique agricole du Cône Sud		

SAGARPA	Secrétariat à l'Agriculture, à l'Élevage, au Développement rural, aux Pêches et à l'Alimentation (Mexique)	SICTA	Système d'intégration centraméricaine de technologie agricole
SAGPYA	Secrétariat à l'Agriculture, à l'Élevage, aux Pêches et à l'Alimentation (Argentine)	SIDALC	Système d'information et de documentation agricoles des Amériques
SAQS	Projet de renforcement des services de quarantaine agricole des Caraïbes	SIHCA	Système hémisphérique de formation pour le développement agricole
SASA	Service autonome de protection sanitaire agricole (Venezuela)	SIMPAH	Système d'information sur le marché des produits agricoles du Honduras
SEA	Secrétariat d'État à l'Agriculture (République dominicaine)	SNCTA	Système national des sciences et de la technologie agro-industrielles (Colombie)
SEAM	Secrétariat à l'Environnement (Paraguay)	TIC	Technologies de l'information et des communications
SEMARNAT	Secrétariat à l'Environnement et aux Ressources naturelles (Mexique)	TIN	Taux institutionnel net (IICA)
SENACSA	Service national de qualité et d'hygiène animales (Paraguay)	UCR	Université du Costa Rica
SENARA	Service national des eaux souterraines, de l'irrigation et du drainage (Costa Rica)	UE	Union européenne
SENASA	Service national de protection sanitaire et de qualité agroalimentaire (Argentine)	UNAH	Université nationale du Honduras
	Service national de protection sanitaire agricole (Honduras)	UNALM	Université nationale autonome La Molina (Pérou)
SENASAG	Service national de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments (Bolivie)	UNCEAR	Union des centres d'animation rurale (Espagne)
SENASICA	Service national de protection sanitaire agricole, d'innocuité des aliments et de qualité des produits agroalimentaires (Mexique)	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
SHYQ	Système d'irrigation de Yacambú Quíbor (Venezuela)	UPEG	Unité de la planification et de l'évaluation de la gestion (SAG, Honduras)
SIA	Système d'information agricole (Nicaragua)	USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
SIBTA	Système bolivien de technologie agricole	USDA	Ministère de l'Agriculture des États-Unis
		WINDALCO	Société d'aluminium des Antilles
		ZEDES	Zones spéciales de développement durable (Venezuela)
		ZLÉA	Zone de libre-échange des Amériques
		ZRM	Observatoire rural du Mexique